

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP
INSTITUT NATIONAL SUPERIEUR
DE L'EDUCATION POPULAIRE ET DU SPORT

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE-UN BUT-UNE FOI



DEPARTEMENT ADMINISTRATION ET CONTROLE
DE GESTION DES ACTIVITES SOCIO EDUCATIVES

MONOGRAPHIE

Présentée par :

OBAME EVOUNA GUSTAVE

14ème promotion : 2005-2007

THEME :

**PROBLEMATIQUE DE L'INSERTION ET DE LA
REINSERTION PROFESSIONNELLES DES
JEUNES DESCOLARISES AU GABON**

EN VUE DE L'OBTENTION DU CERTIFICAT D'APTITUDE AUX FONCTIONS
D'INSPECTEUR DE L'EDUCATION POPULAIRE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

A

L'INSTITUT NATIONAL SUPERIEUR DE L'EDUCATION POPULAIRE ET DU SPORT
(INSEPS) DAKAR SENEGAL.

DIRECTEUR DE RECHERCHE :

BIRANE CISSE THIAM
PROFESSEUR à L'INSEPS
DAKAR



CONSEILLER :

SANGARE MOHAMED
PROFESSEUR à L'INSEPS DAKAR
DAKAR.

DEDICACE

Mon séjour de deux (2) ans au Sénégal a été émaillé de nombreux décès au Sein de ma famille. Pour cela je dédie d'abord à ces derniers cette œuvre. Il s'agit de :

- Mon cadet **Obiang Evouna Pascal Blaise Boileau** Sergent Chef de l'Armée Gabonaise décédé le 21 Août 2006 ;

- Mon cousin **Ondo Methogo Jean – François** décédé de suite d'un accident de circulation, survenu le 25 Mars 2006 ;

- Mon Grand Père **Beyeme Ondo Zelataire** survenu au mois de Février 2007.

Je dédie cette Monographie à mes Oncles **RENE NDEMEZO OBIANG, NDEMEZO MAGLOIRE, ALBERT EDOU NKOULOU** pour leur soutien inconditionnel à la réussite de mon devenir.

Ensuite, je dédie cette œuvre à mes petits frères **Jacques FIFI BEYEME, MALARI DIDIER NKOMBENY ONDO, MENGUE EVOUNA ELVIS ROSS** alias « **COCO AILIER** » qui n'ont ménagés aucun effort en participant psychologiquement et matériellement à la réussite de ma formation !

A ma famille à la tête de laquelle mon **père EVOUNA HENRI** et ma mère **NSA ESSONO CLAIRE**.

MARIA EYANG ELLA ; je sais que tu avais toujours prié pour que je réussisse ; malheureusement, tu n'es plus là pour constater que le Seigneur DIEU a écouté ta prière ; cette œuvre est la tienne Chère GRAND-MÈRE.

REMERCIEMENTS

Au terme de ma formation d'Inspecteur de la jeunesse, des Sports et l'Education Populaire à **l'IN SEPS de Dakar au SENEGAL**, je remercie mon Directeur de Recherche **BIRANE CISSE THIAM** pour sa disponibilité à l'aboutissement des travaux de cette étude. Loin d'être un Directeur de recherche, il a été pour moi, l'image d'un père soucieux de la réussite de son fils. Je remercie de tout mon cœur Monsieur **Sangaré Mohamed** pour ses conseils sans cesse renouvelés.

Je remercie très chaleureusement Messieurs **AMADOU IBRAHIMA DIA, OUSMANE SANE** pour leur soutien sans faille et souvent renouvelé, surtout lors situations critiques ; que le Seigneur puisse les accompagner dans la réussite de l'œuvre de la formation dans laquelle ils se sont engagés corps et âme.

Je remercie tout le corps professoral et l'Administration de **l'IN SEPS de Dakar** qui ont eu à m'encadrer tout au long de la formation.

Mes remerciements les intimes vont à l'encontre de mon épouse **Monique OBAME** qui bien, que restée au **Gabon** a toujours été près de moi sur le plan psychologique.

Je remercie ma tante et son époux **IRENE ALOUMBA née MEDZA M'ONDO.**

A **NANCY OBAME, KARL RUDDY OBAME, RAYCHA OBAME;** retrouvez ici ma reconnaissance, vous qui m'avez tenu compagnie dans toutes les expéditions depuis ABIDJAN jusqu'à DAKAR loin de vos chères mamans.

Seuls témoins de mes différents Stages ; retenez ceci : « lorsque l'écureuil revient de la cime d'un arbre et raconter aux autres animaux que le singe est malade, ce n'est ni l'antilope, ni la gazelle qui peuvent douter ; car ne pouvant grimper, elles ne pourront jamais le vérifier ».

PROVERBE FANG DU NORD GABON.

RESUME

Cette étude présente la problématique de l'insertion et de la réinsertion professionnelles des jeunes déscolarisés du Gabon. Le nombre toujours grandissant d'enfants vagabonds qui traînent dans les marchés, les gares routières, devant les salles de cinéma, les grands magasins et autres places publiques de Libreville, le phénomène de chômage en milieu jeune, qui ne cesse de prendre l'ampleur chaque année sont des raisons qui ont motivés le choix de notre thème.

L'étude de l'insertion des et de réinsertion des jeunes mène nécessairement à l'analyse de l'évolution de la prise en charge de la jeunesse à travers les structures de socialisation traditionnelles et modernes que sont : la famille et l'école. Pour comprendre les causes de cette errance, nous avons administré un questionnaire aux principaux acteurs ou animateurs de ces structures que sont les parents d'enfants et les enseignants.

Une analyse des résultats nous a permis de constater que : les obligations socio-économiques, professionnelles qui empêchent les parents à mieux encadrer les enfants ont entraîné la déchéance de l'autorité parentale d'une part et surtout, que le système éducatif hérité de la colonisation a joué un rôle déterminant dans le processus d'intégration des jeunes. L'insuffisance des structures d'accueil, les méthodes et les systèmes de sélection, qui favorisent les plus brillants élèves et éliminent les moins doués, les moyens financiers limités de certains parents sont parmi tant d'autres raisons qui favorisent cette situation de désœuvrement des jeunes. La

conséquence évidente de ce désœuvrement est la délinquance et ses maux.

Les suggestions ont été faites pour aider les planificateurs et les concepteurs de la politique nationale, chargés des jeunes. Suggestions allant dans le sens d'une meilleure prise en charge des jeunes en mal de réussite scolaire. Ainsi, sans remettre en cause le système éducatif existant, nous pensons que l'on pourrait mettre en place des passerelles de formation professionnelle pour les jeunes moins brillants et ce, à tous les niveaux de passage de cycle. En conséquence, au lieu d'exclure, ou d'éjecter les jeunes en mal de réussite hors des circuits scolaires ; ces derniers pourraient apprendre des métiers correspondant à leur niveau d'étude, tout en restant dans le système scolaire.

La maîtrise de cette transition peut, nous le pensons, assurer aux jeunes, une intégration harmonieuse dans les circuits de production et permettre à ces derniers de pouvoir se prendre en charge.

SOMMAIRE

PAGES

RESUME	I
DEDICACES	II
TABLE DES MATIERES	III
TABLE DES SIGLES	IV
LISTE DES TABLEAUX	V
LISTE DES ANNEXES	VI
INTRODUCTION GENERALE.....	1
<u>PREMIERE PARTIE : LE CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE</u>	5
<u>CHAPITRE I : LE CADRE METHODOLOGIQUE</u>	
I-1. LE CONTEXTE DE LA RECHERCHE.....	5
I-2. JUSTIFICATION DU CHOIX DU THEME.....	8
I-3. OBJECTIF DE LA RECHERCHE.....	9
I-3.1. OBJECTIFS GENERAUX.....	9
I-3.2. OBJECTIFS SPECIFIQUES.....	10
<u>CHAPITRE II : LE CADRE METHODOLOGIQUE.....</u>	11
II-1. ANALYSE CONCEPTUELLE.....	11
II-2. HYPOTHESE DE LA RECHERCHE.....	11
II-3. METHODOLOGIE.....	13
II-4. DEROULEMENT DE LA COLLECTE DES DONNEES ET.....	17
DIFFICULTEES RENCONTREES.	
<u>DEUXIEME PARTIE : LE CADRE DE L'ETUDE.....</u>	22
<u>CHAPITRE III : L'INSERTION ET LA REINSERTION. PROFESSIONNELLE</u>	
JEUNES DESCOLARISES AU GABON.....	22

III-1. LA STRUCTURE FAMILIALE TRADITIONNELLE	22
III-2. LA STRUCTURE FAMILIALE NUCLEAIRE.....	24
III-3. LES CAUSES DE LA DEPERDITION SCOLAIRE.	
III-4. LES CONSEQUENCES DE LA DESCOLARISATION.....	26
III-5. LA PROBLEMATIQUE DE L'INSERTION ET DE LA.....	31
REINSERTION DES JEUNES DESCOLARISES AU GABON.	
<u>CHAPITRE IV</u> : SITUATION DES JEUNES DESCOLARISES AU	
GABON	37
IV-1. PRESENTATION.....	37
IV-2. LA VIE DES JEUNES DESCOLARISES EN MILIEU RURAL.....	37
IV-3. LA VIE DES DESCOLARISES EN MILIEU URBAIN.....	39
IV-4. LE PHENOMENE DE LA DELINQUANCE.....	40
IV-5. LES REPERCUSSIONS SOCIALES DE LA DELINQUANCE.....	42
<u>TROISIEME PARTIE</u> : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS.....	48
<u>CHAPITRE V</u> : ANALYSE DES ENTRETIENS EXPLOIRATOIRES.....	44
V-1. PRESENTATION DES RESULTATS ISSUS DU QUESTIONNAIRE	
ADMINISTRE AUX PARENTS D'ELEVES.....	45
V-2. PRESENTATION DU QUESTIONNAIRE ADMINISTRE AUX	
ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE ET DU SECONDAIRE.....	47
V-3. SYNTHESE ET ANALYSE DES RESULTATS.....	48
<u>CHAPITRE VI</u> : CONCLUSION ET SUGGESTIONS.....	51
VI-1. CONCLUSION.....	53
V-2. SUGGESTIONS.....	57
BIBLIOGRAPHIE.....	59
ANNEXES.....	

TABLES DES SIGLES

- *B.E.P.C : BREVET D'ETUDES DU PREMIER CYCLE.*
- *C.E.P.E : CERTIFICAT D'ETUDES PRIMAIRE ET ELEMENTAIRE.*
- *C.E.S : COLLEGE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.*
- *C.E.T.T.C : COLLEGE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
COMMERCIAL.*
- *C.E.T.I : COLLEGE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
INDUSTRIEL*
- *CON.FEJES : CONFERENCE DES MINISTRES DES SPORTS
AYANT LE FRANÇAIS EN PARTAGE.*
- *E.G.E.S.P : ENQUETE GABONAISE D'EVALUATION ET DU SUIVI
DE LA PAUVRETE.*
- *F.M.I : FOND MONETAIRE INTERNATIONAL.*
- *O.N.G : ORGANISME NON-GOUVERNEMENTAL.*
- *UNESCO : ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR
L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTUIRE.*

LISTE DES TABLEAUX

- *TABLEAU No1 : Récapitulatif des causes de l'échec scolaire, avis des parents.*

- *TABLEAU No2 : Récapitulatif des causes de l'échec scolaire, avis des enseignants du primaire.*

- *TABLEAU No3 : Récapitulatif des causes de l'échec scolaire, avis des enseignants du second degré.*

Introduction générale

Dans un monde en perpétuel changement, le problème de la jeunesse est un des sujets qui retient presque en permanence l'attention, aussi bien des personnes chargées de l'encadrement familial, que de ceux qui ont à faire directement aux jeunes, ainsi que des spécialistes ou chercheurs (sociologues, anthropologues, psychologues etc.). Ce, parce que les problèmes des jeunes ne font que croître en importance, à tout moment et partout : en Afrique, en Europe.

Qu'il s'agisse des diplômés ou non, des jeunes ruraux ou des jeunes de la ville, des jeunes scolarisés ou non, tous rencontrent de plus en plus les difficultés d'adaptation aux conditions de vie moderne, du chômage, des crises multiformes ; bref des difficultés rencontrées sur le marché de l'emploi.

En fait, pleins d'enthousiasme, d'ambitions et d'espoir en l'avenir, c'est avec désarroi qu'ils se rendent compte subitement que la conjoncture du moment n'est pas favorable à leur épanouissement et à leur pleine réalisation dans la vie. Cette conjoncture ne leur offre pas à tous des possibilités de s'insérer dans les activités visibles du développement et de la promotion sociale. Cette situation, incompatible aux ambitions des jeunes devient une menace pour leur équilibre psychologique et social ; au point qu'aujourd'hui la jeunesse s'en trouve troublée, beaucoup plus que celle d'hier, malgré les facilités du modernisme que cette

dernière ne connaissait pas. La crise économique, particulièrement grave de nos pays en développement est donnée comme la première raison des difficultés des jeunes de nos jours.

Certes, nos pays sont soumis à des ajustements structurels imposés par la Banque mondiale et le Fond monétaire international (FMI) qui ont eu comme conséquence la dégradation du niveau de vie déjà très faible de nos populations suite à la compression des dépenses sociales et des possibilités d'emploi.

Il n'en demeure pas moins qu'il faille d'abord rechercher du côté de la crise de civilisation et socioculturelle, auxquelles se sont ajoutées la crise économique qui secoue l'Afrique et l'instabilité politique.

Face à la crise actuelle, et devant la vulnérabilité même de la jeunesse qui inquiète tout à la fois, les familles et les responsables politiques, plusieurs raisons sont évoquées comme :

- La rupture dans la continuité entre l'éducation en famille et l'éducation à l'école ;
- La diffusion des modèles de vie et de consommation occidentaux favorisant chez nos populations, la naissance des besoins nouveaux sans que l'évolution des revenus ne permette de pouvoir les satisfaire ;
- L'inadaptation du système scolaire aux réalités socioculturelles de nos pays ;
- L'inadaptation des plans de développement social et économique des pays africains.

Toutefois, force est de constater que la généralisation de la scolarisation héritée de la colonisation a entraîné une profonde modification des attitudes des jeunes vis-à-vis de la société traditionnelle et de ses réalités notamment : le travail manuel agricole qui reste l'apanage du paysan méprisé.

Le diplôme auquel conduit l'école apparaît aujourd'hui comme le levier de l'ascension sociale, aux yeux de tout africain : Parents et jeunes. Clé d'accès à la hiérarchie de la classe favorisée, moins soumise aux dures épreuves de la vie paysanne, bénéficiant des atouts du modernisme, l'école devient alors la convoitise de tous les milieux aussi bien rural qu'urbain.

Cependant, bien que considérée comme voie royale de la réussite et de la reconnaissance sociale, elle va créer des disparités sociales. En effet, tout au long du cursus scolaire, on se rend compte que l'école est et demeure l'apanage des jeunes dits « doués » et ceux des familles aisées économiquement. De par l'instauration des examens à chaque passage de cycle, l'école devient sélective. L'examen, mécanisme de sélection apparaît comme une technique « malthusienne » qui élimine de nombreux jeunes du système éducatif. Ainsi, l'on constatera que certains ne franchiront pas le cycle primaire, d'autres le premier cycle de l'enseignement secondaire tout comme le second cycle de l'enseignement secondaire, d'autres ne parviennent pas au supérieur.

Face aux échecs répétés, aux redoublements, nombreux vont abandonner l'école créant ainsi un autre phénomène qui est celui de la déperdition scolaire.

Cette situation, à la fois sociale, économique et politique va attirer l'attention des dirigeants africains. Plusieurs solutions ont vu le jour au Gabon, allant de la création des foyers de jeunes, à la mise en place des centres de formation professionnelles. A ce jour, les résultats sont mitigés sinon limités.

Connaître les raisons de l'échec qui sous-tendent le triste bilan de la scolarisation massive, cerner les conséquences de cette situation, telles sont les motivations à la base du choix du sujet de ce travail que nous nous proposons d'étudier dans le contexte du Gabon. Pour ce faire, nous allons d'abord voir l'éducation de l'enfant dans la structure familiale traditionnelle africaine et moderne, ensuite voir, comment la transition entre ces deux modes d'éducation a pu influencer sur la déperdition scolaire et les conséquences qui y découlent.

Ceci va nous amener à faire des propositions allant dans le sens d'une mise en place des mécanismes et approches pour une meilleure insertion et réinsertion professionnelle des jeunes dans les circuits de production.

L'avenir de nos sociétés dépend du combat que nous menons contre tous les fléaux. Le phénomène de la déperdition scolaire en est un, et demande la contribution de tous.

Ainsi, notre étude va consister à rechercher les voies et moyens susceptibles de faciliter si possible, l'insertion et la réinsertion professionnelle des jeunes déscolarisés.

PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET

METHODOLOGIQUE

CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE

I.1. CONTEXTE DE LA RECHERCHE

La notion d'insertion et de réinsertion est une notion moderne qui se situe dans le contexte socio-économique et culturel de la crise du monde industriel.

Eu égard à la problématique qu'elle pose, l'insertion socio-économique des jeunes est, selon la CONFEJES « l'intégration à travers l'économie, des personnes âgées de dix huit (18) à trente cinq (35) ans ». Cette question renvoie à plusieurs notions dont : la lutte contre l'exclusion sociale, la prostitution, la délinquance, les maladies, les drogues et le chômage en milieu jeune.

Le nombre toujours grandissant d'enfants vagabonds qui traînent dans les marchés, devant les salles de cinéma, les grands magasins et autres places publiques des centres urbains, le phénomène de chômage qui ne cesse de prendre de l'ampleur chaque année ont amené les autorités gabonaises à s'organiser afin de limiter les dégâts qui peuvent provenir de ce désœuvrement des jeunes sur la société. Les mesures prises à cet égard en l'occurrence : l'ouverture des centres de récupération des jeunes déscolarisés, les foyers des jeunes, les centres de formation professionnelle se sont toutes soldées par des échecs.

Les causes de ces échecs semblent liées, à l'absence de cohérence dans l'étude et l'exécution des programmes. Cette incohérence est due au fait que les décideurs n'ont pas fait une analyse approfondie des besoins des jeunes. Ils ont toujours décidé de la politique d'insertion des jeunes sans consulter ces derniers. Ce manque de dialogue et d'analyse, donne peut être une explication à ces échecs. Les résultats sont visibles sur le terrain : la délinquance juvénile, le banditisme, la dépravation des mœurs etc.

Chaque année, le paysage gabonais est marqué par le phénomène toujours grandissant du chômage des jeunes déscolarisés ou non. Toutefois, le chômage ne concerne pas que les jeunes victimes de déperdition scolaire au Gabon, on constate que la plupart des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur et professionnel n'échappent plus à cette situation. Ainsi donc avec la généralisation de la scolarisation, tout porte à croire que le système éducatif a joué un rôle fondamental dans le processus de mise en situation de chômage des jeunes.

En effet, l'école avec son système de sélection va créer des disparités sociales. Car elle est restée l'apanage des jeunes dit « doués ». Les autres, victimes d'échec sont éliminés du secteur éducatif. Ce phénomène qui touche la plupart des pays africains et qu'on va appeler ici la déscolarisation massive est le résultat du taux très élevé d'abandon et de redoublement. En effet pour passer en classe de sixième au Gabon, il faut se soumettre au concours d'entrée en sixième et au certificat d'étude primaire et élémentaire, de même pour la classe de

troisième à la seconde ; le problème est le même pour passer au supérieur par l'obtention du Baccalauréat.

Nous signalons que l'école est l'institution spécialisée et que les états africains ont dans leur ensemble décidé qu'une tâche aussi importante que l'éducation des jeunes générations devrait être prise en charge par elle.

Cette institution se divise en général en deux voir trois sous-ensembles. Le premier, le plus important assure la scolarité de base, dont tous les états veulent faire bénéficier les membres de la jeune génération : c'est l'école primaire. Selon les moyens financiers il est obligatoire ou non. Le second sous-ensemble est formé essentiellement par les établissements qui assurent une scolarité plus avancée, plus spécialisée : c'est l'enseignement secondaire qui se scinde en deux cycles.

Malgré l'enthousiasme crée par la scolarisation auprès des jeunes et leurs parents, malgré d'énormes investissements mobilisés à cette fin, on peut se rendre compte aujourd'hui que la majorité des pays africains est victime d'une déperdition massive scolaire des jeunes, due à un taux de redoublement et d'abandon très élevé. Cette situation, à la fois sociale et politique a attiré l'attention des dirigeants africains avec évidemment un peu de retard dans la perspective de prendre en charge les jeunes déscolarisés. Les mesures ont été mises sur pied ici et là, dans les milieux ruraux comme dans les milieux urbains. Toutes ces mesures se sont soldées par un échec. Pourtant nous restons convaincus que ces mesures sont pour nos pays une alternative de préparation à l'insertion économique

des jeunes victimes de déperdition scolaire. Ces mesures citées à l'introduction de notre étude sont : les foyers de jeunes, les O.N.G. les centres de formation professionnelle, les collèges et lycées techniques.

D'où la question principale de notre étude qui est la suivante :

Par quels mécanismes pouvons nous insérer ou réinsérer professionnellement les jeunes déscolarisés du Gabon dans les circuits de production ?

L'œuvre n'est pas originale, nous croyons pouvoir apporter notre modeste contribution aux efforts nationaux de redéfinition et de réorientation des stratégies d'insertion et de réinsertion de la jeunesse déscolarisée. Dans le chapitre qui va suivre nous allons faire état des travaux déjà réalisés dans le domaine de l'éducation en Afrique pour comprendre les difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes pour leur intégration dans la société.

I.2. JUSTIFICATION DU CHOIX DU THEME

Cette étude s'intéresse essentiellement aux jeunes déscolarisés du Gabon et particulièrement ceux de Libreville. Ce n'est pas parce que les problèmes des jeunes en l'occurrence les non scolarisés, les handicapés, etc. soient moins important, mais parce que le chantier des jeunes est très vaste, au point de ne pouvoir faire l'objet d'une seule étude comme celle-ci qui est limitée dans le temps et dans l'espace. Face au nombre grandissant des jeunes désœuvrés dans les rues de Libreville

nous avons voulu connaître les causes de ce phénomène, puisque c'en est un. Nous nous sommes limités au contexte de Libreville. Ce choix ne devrait pas entraver la pertinence de notre étude, car Libreville est le plus grand pôle d'attraction des jeunes gabonais en quête d'emplois d'une part, et d'autre part, c'est la ville où le phénomène des jeunes désœuvrés est le plus récurrent.

I.3. OBJECTIF DE LA RECHERCHE

Cette étude est de type descriptif. Elle vise à présenter les avatars d'une intégration mal négociée des structures de socialisation du Gabon. Aux planificateurs et concepteurs chargés de l'insertion des jeunes, elle fait des propositions en vue d'abolir le système d'exclusion dont sont victimes les jeunes en mal de réussite scolaire

I.3.1 OBJECTIFS GENERAUX

Face au phénomène de chômage des jeunes qui ne cesse de prendre de l'ampleur au Gabon, nous voulons savoir les causes de ce phénomène. Ainsi nous avons orienté notre recherche en direction des jeunes éjectés du système éducatif scolaire. Afin de mieux cerner les contours de cette situation, nous avons mis en évidence les deux modes d'éducation que sont : l'éducation traditionnelle et l'éducation moderne. La rencontre entre ces deux modes d'éducation a entraîné de profondes modifications comportementales chez le jeune gabonais, au point de le rendre incapable de se prendre en charge dans une société en perpétuelle mutation. Pour ce faire,

notre étude va consister à rechercher les voies et moyens à partir des mécanismes et approches, pour insérer et réinsérer ces jeunes en proie au désœuvrement, à la délinquance, à la dépravation des mœurs. Ceci à partir des formations adaptées depuis l'école primaire jusqu'au secondaire.

1.3.2 OBJECTIFS SPECIFIQUES

Dans la présente étude, il ne s'agit pas seulement de déterminer les causes de la déscolarisation, mais aussi et surtout, de présenter les mécanismes d'approches susceptibles de faciliter l'insertion ou la réinsertion des jeunes gabonais déscolarisés. Autrement dit rechercher les types de formation et d'apprentissage pour une insertion et réinsertion harmonieuses des jeunes dans la société.

Pour comprendre la problématique de l'insertion et de la réinsertion, nous avons consulté certaines œuvres qui traitent des problèmes de l'insertion des jeunes. Pour cela nous allons commencer dans le chapitre qui va suivre par faire l'éclairage conceptuel.

CHAPITRE II : LE CADRE METHODOLOGIQUE

II.1. ANALYSE CONCEPTUELLE

Dans le but de mieux appréhender le thème de notre étude certains concepts clés ont été définis :

II.1.1 Problématique

Selon le Dictionnaire " Petit Larousse 1990 " c'est l'ensemble des questions qu'une science ou philosophie se pose relativement à un domaine. Dans le cas de cette étude, il s'agit de rechercher les causes de déscolarisation et de rechercher les voies et moyens d'une meilleure insertion et réinsertion professionnelles des jeunes au Gabon.

II.1.2 Insertion professionnelle

Selon le dictionnaire le "Petit Robert 1986" insertion désigne l'action d'insérer, d'introduire, d'intercaler une chose parmi d'autres. Mais dans son sens restreint, il désigne l'action, le processus d'intégration d'un individu dans un circuit un dispositif, un système aux fins d'une adaptation ; c'est ainsi que l'on parle d'insertion sociale ; économique, professionnelle. Ce qui est le cas dans cette étude : autrement dit comment introduire professionnellement les jeunes déscolarisés dans les circuits de production. Cela suppose que ces jeunes sont en marge du processus dans lequel on désire les insérer. Il s'agit d'intégrer les

jeunes éjectés du système éducatif scolaire dans les circuits de production afin qu'ils puissent se prendre en charge économiquement et socialement.

II.1.3. Réinsertion professionnelle

“Le petit Robert” définit la réinsertion comme le fait de re-introduire, replacer quelqu'un dans la société, dans le groupe, c'est aussi insérer à nouveau. La conception opérationnelle de cette étude est l'adaptation nouvelle des jeunes mis hors du système scolaire à se prendre en charge économiquement par le biais d'une autre formation que l'école.

II.1.4 Déscolarisation

Selon le Dictionnaire “ MICRO-ROBERT 1987” déscolarisé se dit d'un jeune d'âge scolaire dont le lien avec le système éducatif se trouve rompu ou très distendu.

Ce qui correspond à l'idée que nous développons dans l'étude, c'est-à-dire les jeunes en mal de réussite scolaire éjectés du système éducatif.

II.2 HYPOTHESE DE LA RECHERCHE

L'étude des difficultés auxquelles est confronté la jeunesse mène nécessairement à l'analyse de l'évolution de la prise en charge de la jeunesse à travers les structures de socialisation traditionnelles et modernes. P. ERNY (1987) disait que : « la société dans laquelle les jeunes sont intégrés est une société qu'ils n'ont pas eu l'opportunité de créer, il s'agit une fois d'un héritage et d'un emprunt d'où la nécessité d'adaptation et réadaptation pour leur avenir ».

Le problème d'intégration était moins préoccupant avant la colonisation, car, l'enfant était éduqué dans la société traditionnelle par le groupe familial qui le conduisait à sa maturité en veillant à son intégration harmonieuse dans la société. L'enfant était éduqué dans la participation par l'exemple et sous la vigilance de toute la communauté.

Dans la société traditionnelle, l'enfant est le point névralgique de la famille, raison pour laquelle son éducation était l'affaire de toute la communauté.

Il était la cohésion de la famille. Pour montrer combien cette cohésion était centrée sur l'enfant, TUNDE IPAYE (1982)¹ rappelait au cours d'une rencontre internationale de Munich ceci : « la famille africaine est une entité orientée en priorité vers l'enfant. Enlevez l'enfant et vous n'aurez probablement plus de famille au sujet de laquelle vous pourrez parler ».

¹ TUNDE IPAYE (1982), Colloque international sur le changement de la famille dans un monde en évolution. Munich, du 22 au 25/11/1982, organisé par l'UNESCO.

Cette cohésion de la famille mise au service de l'enfant s'exprime, par exemple, par le fait que, dans la société traditionnelle, la veuve, l'orphelin demeuraient bien souvent soit dans le lignage du défunt mari, soit dans le lignage de son père ou de sa mère suivant les traditions en vigueur.

Pendant la durée de son éducation l'enfant était assuré de trouver une aide et un réconfort auprès de toutes les personnes de la famille élargie à laquelle il appartenait. Pour ce faire, M.O. DUROJAIYE (1987)² écrivait : « le système traditionnel pour élever les enfants à la manière de vivre dans la société crée de forts liens de fidélité entre les membres de la famille. L'enfant grandit vers l'âge adulte avec un fort sentiment de sécurité. La coopération et l'aide mutuelle sont inculquées depuis l'enfance, et les membres de la famille élargie savent qu'aide et protection seront toujours nécessaires. L'enfant développe ainsi une personnalité apparemment saine et sereine, protégée contre la dureté et le désagrément du manque et du besoin. Il est ainsi en harmonie avec son environnement et avec lui-même ».

A l'évidence, la préoccupation constante sous-tendant ces pratiques est bien d'assurer constamment à l'enfant un toit, la nourriture, la santé, l'éducation, la sécurité et la survie.

En somme la famille africaine n'existe vraiment qu'autour et avec des enfants. Dans la plupart des pays d'Afrique, le nombre des enfants est une bénédiction de Dieu. Un verset d'une sourate du coran précise d'ailleurs « ne tuez pas

² M.O. DUROJAIYE (1987), Communication au Symposium sur la recherche des sciences sociales, organisé par l'UNESCO à Austrn. Du 09 au 16/09/1979.

vos enfants par crainte de la pauvreté, nous vous accorderons votre subsistance avec la leur». En outre SOFOLA ZULU (1987)³ sociologue nigérian a déclaré à propos de la famille africaine que l'importance de l'enfant dans la civilisation africaine est si grande que la stérilité est perçue comme l'un des grands maux dont une femme peut souffrir. Cependant, il existe des possibilités pour qu'un couple stérile puisse élever des enfants de la famille et ses enfants seront considérés comme les siens. On comprend donc l'importance des fonctions qu'est appelée à assumer la famille africaine, à ce niveau, en particulier de l'éducation des enfants.

Beaucoup d'auteurs ont déjà écrit à ce sujet. La plupart soulignent que, paradoxalement, alors que l'éducation scolaire et universitaire offre les meilleurs moyens d'accès à la connaissance, à la maîtrise de la nature et de l'environnement, elle constitue en même temps un facteur du développement de l'acculturation, de l'exode rural et de la dégradation des méthodes éducatives traditionnelles. Ce système éducatif n'arrive pas vraiment à privilégier l'intégration de l'individu dans son milieu d'origine. Au contraire, il contribue souvent à faire naître chez l'enfant des attitudes qui ne favorisent pas la compréhension avec ceux qui n'ont jamais "fait l'école".

Le mythe des diplômés à tout prix et l'élitisme accentuent l'individualisme et ne permettent pas toujours aux nouveaux instruits de rester attentifs au savoir du milieu

³ SOFOLA ZULU (1987), Communication au Symposium sur la recherche des sciences sociales, organisé par l'UNESCO à Austn. Du 09 au 16/09/1979

traditionnel. Ce nouveau savoir, qui pourrait être mis au service de tous, devient parfois un moyen de domination et crée chez tous ceux qui ne maîtrisent pas ce dernier, un sentiment d'infériorité.

Traditionnellement, les familles rurales parvenaient « bon an mal an » à une certaine autosuffisance alimentaire et à couvrir la plus grosse partie de leurs besoins sous forme d'échanges. Aujourd'hui la monétarisation joue un rôle certain dans toutes les relations. Ainsi H.COLOMB (1968)⁴ disait ceci « ce qui menace actuellement l'Afrique, parallèlement aux progrès techniques, c'est un bouleversement du mode fondamental d'existence sous la pression d'une agression culturelle massive ».

Au regard des œuvres qui traitent de l'intégration des jeunes en Afrique. Tous les auteurs des œuvres consultées sont d'avis que cette intégration pose le problème de la prise en charge de la jeunesse à travers les structures de socialisation traditionnelles comme modernes.

Ainsi, dans la société traditionnelle, l'enfant était pris en charge par le groupe familial, qui le conduisait à sa maturité en veillant à son insertion harmonieuse dans la société.

Aussi, pensent ces auteurs, la famille africaine n'existe qu'autour et avec les enfants.

Aujourd'hui, une observation quotidienne de notre société en pleine mutation permet de constater que la famille ne semble plus avoir les moyens d'encadrer leurs enfants. En outre, ils estiment que la rupture dans la continuité entre

⁴ H.COLOMB et ST VALENTIN (1968), Les problèmes de la transition et de leur impact sur l'éducation de l'enfant.

l'éducation en famille et l'éducation à l'école est entre autre une explication au phénomène d'intégration sociale du jeune en Afrique.

II.3 METHODOLOGIE

Il s'agit des opérations qui ont permis la réalisation de cette recherche. Ainsi donc, nous avons : la procédure de collecte des données, la population cible, la population accessible, l'échantillonnage, les méthodes de collecte des données, la procédure de collecte et la méthode de traitement.

Comme précédemment annoncé voici les différentes opérations qui ont été nécessaires à la réalisation de cette étude.

II.4 PROCEDURE DE LA COLLECTE DES DONNEES

II.4.1. La population cible

La population cible de notre étude est constituée des animateurs ou acteurs des structures de socialisation que sont : les parents d'élèves et les enseignants de l'enseignement du premier cycle élémentaire et de l'enseignement du secondaire.

II.4.2 La population accessible

La population accessible ayant fait l'objet du questionnaire est composée de parents d'élèves et des enseignants résidant à Libreville.

II.4.3. L'échantillonnage

Pour réaliser cette étude, notre choix a été porté sur deux (2) catégories de personnes à savoir : les parents d'élèves et les enseignants de Libreville. Les répondants sont issus de cinq (5) groupes dont :

- les parents dont les enfants sont au cycle primaire ;
- les parents dont les enfants sont au cycle secondaire ;
- ceux dont les enfants ont été ou sont exclus circuit éducatif ;
- les enseignants du primaire et du secondaire.

II.4.4. La méthode de collecte des données

Nous avons utilisé le questionnaire dans notre enquête comme technique de collecte des données.

II.4.5. Le questionnaire

Le questionnaire a été utilisé pour réaliser notre étude .Ainsi le questionnaire administré aux parents et aux enseignants est composé de questions ouvertes et de questions fermées. Il avait pour but de recueillir le maximum d'informations sur les causes de l'échec scolaire.

II.4.6. Les avantages et les inconvénients des Instruments

Dans le but d'avoir le maximum d'informations, nous avons utilisé les questions fermées et les questions ouvertes. Les questions fermées favorisent les réponses rapides. Le répondant

a le choix entre le « oui » et le « non » en fonction de sa perception du problème. Elles permettent aussi un dépouillement rapide. Les questions ouvertes donnent beaucoup plus d'informations, elles permettent au répondant d'exprimer son point de vue. Ceci a été un avantage pour notre recherche car elle nous a permis de comprendre certains points qui nous échappaient.

Comme tout instrument de recherche, le questionnaire présente des inconvénients et des avantages.

Pour les questions fermées, nous avons constaté que le répondant est contraint dans le choix ; elles canalisent et orientent le répondant qui ne peut s'exprimer librement.

Pour les questions ouvertes, le répondant sort parfois de la question posée en voulant détailler sa réponse ; ceci rend difficile l'analyse du contenu et rend le dépouillement long.

II.4.7. La procédure de collecte des données

Pour le questionnaire, nous nous sommes rendus dans les différents établissements scolaires de Libreville pour distribuer ce dernier aux enseignants et aux parents d'élèves par le biais des Directeurs d'écoles, des Censeurs et des Directeurs des Etudes des différents lycées et Collèges en l'occurrence Le Lycée national Léon MBA, le Lycée d'Etat de l'estuaire, le Lycée Technique National OMAR Bongo, le C.E.S, le de Glass, le C.E.T.I et le C.E.T.I et le C.E.T.C. En outre, nous avons administré aussi le questionnaire aux parents que nous avons rencontré à la rentrée scolaire et dans les quartiers de Libreville. Ceci a été plus facile

pour nous car nous avons exercé dans plusieurs de ces établissements, donc nous avons affaire à nos collègues d'une part, et d'autre part, notre résidence est située dans un des quartiers populaires Libreville.

II.4.8. La méthode de traitement des données

Compte tenu de la disparité des opinions, nous avons classé les réponses identiques par thème. Aussi nous avons retenu dans le questionnaire, les questions qui se rapprochent du thème. A partir des réponses obtenues nous avons procédé à des calculs de différences pour déterminer les pourcentages. Les résultats obtenus sont présentés sous forme de tableau.

II.4.9. Difficultés rencontrées

La principale difficulté rencontrée fut la réticence des parents à accepter notre questionnaire. Nombreux ont considéré que c'était de l'espionnage alors qu'ils sont entrain de vouloir inscrire leurs enfants dans le même établissement. Les Censeurs et les Directeurs des études nous ont aidé dans la distribution, en précisant aux répondants que cela n'avait rien voir avec l'inscription de leurs enfants. Nous avons eu, comme autre difficulté la récupération des questionnaires remis aux parents d'élèves. Il nous a fallu près trois semaines pour avoir la moitié des résultats. Tout ce que nous avons distribué n'est évidemment pas revenu, mais nous nous sommes contentés de ce que nous avons reçu.

DEUXIEME PARTIE : LE CADRE DE L'ETUDE

CHAPITRE III : L'EDUCATION DE L'ENFANT DANS LA STRUCTURE FAMILIALE TRADITIONNELLE ET NUCLEAIRE

III.1. LA STRUCTURE FAMILIALE TRADITIONNELLE

En Afrique, la famille est un groupe uni par un lien de parenté ou d'alliance ou de lignage afin de perpétuer les générations. Elle a pour rôle d'assurer la continuité dans le temps, la relation entre les morts et les vivants. Ensuite elle est chargée de l'éducation des générations pour une intégration harmonieuse dans la société des adultes. C'est donc la première structure sociale qui accueillira les générations futures et assume de ce fait le passé, le présent et le futur.

L'intégration des jeunes dans les sociétés africaines est assurée par un processus qu'est l'éducation.

L'éducation est, comme le dit P. ERNY (1987)⁵, « l'ensemble des actions et des influences exercées volontairement par un être humain sur un autre être humain, en principe par un adulte sur un jeune, et orientées vers un but qui consiste en la formation dans l'être jeune des dispositions de toute espèce correspondant aux fins auxquelles parvenu à maturité, il est destiné ». Cette définition par contre est un pan, sinon une partie de l'éducation en Afrique. En effet, l'éducation en Afrique, est assurée par le groupe. Elle est prise en charge

⁵ P. ERNY (1987), L'enseignement dans les pays pauvres : Modèles et propositions. Paris documentation française.

dans un premier temps par la famille restreinte (le père, la mère) car l'enfant est d'abord l'enfant de quelqu'un. Ensuite elle est assurée partiellement ou totalement par le groupe élargi c'est-à-dire : le clan, la tribu, la lignée etc. ainsi donc considéré comme élément fondamental de la société, son éducation s'appuie sur des données de base, c'est-à-dire des us et coutumes à travers lesquels le passé continue à être relié au présent et au futur ; l'éducation est considérée dès lors, comme une œuvre collective qui vise l'édification de la personnalité. Elle agit à un niveau plus fondamental que tout ce qui s'y superposera par la suite. Ainsi, donc, les attitudes adoptées ne sont pas arbitraires ; non seulement les soins, mais aussi les sentiments qui président à leur administration sont déterminés dans leur forme à l'avance, ainsi que leur expression. Ils se conforment à une orientation générale, commune à tout le groupe et qu'il est possible de dégager au delà d'innombrables variantes individuelles. Pour ce faire à mesure que l'enfant grandit, on stimule, on incite, on conseille, on explique, on propose ouvertement des modèles, on sanctionne. C'est presque du dressage, malgré cette sorte d'adéquation entre les visées de l'éducation et les besoins de la société, les sociétés africaines traditionnelles n'ont pas échappé aux agressions extérieures. Ces dernières ont entraîné de profondes modifications au sein des sociétés africaines.

Cette situation corrobore la pensée de P. ERNY (1987) qui dit : « toutes les cultures évoluent, tantôt mues par leur dynamisme interne, tantôt sous l'influence des facteurs

extérieurs. Toutes ont intégré, d'une manière insensible et continue à certains moments de leur histoire des éléments étrangers qu'elles ont assimilées ». Dans cette étude, le facteur extérieur qui a influencé la culture africaine est la culture moderne occidentale, dont l'école, à travers la scolarisation est considérée comme l'élément étranger assimilé.

L'intégration des éléments nouveaux provient ici de la colonisation, qui va entraîner des changements dans la manière de penser, de s'habiller, d'être et d'éduquer. Paradoxalement ces éléments vont créer de nouveaux besoins. Comprendre l'influence de la colonisation sur les sociétés traditionnelles africaines nous amène à étudier la structure familiale nucléaire dans le paragraphe qui suit.

III.2. LA STRUCTURE FAMILIALE NUCLEAIRE

Par famille nucléaire, nous entendons la famille de type moderne, européen : c'est à dire limitée au père, à la mère et à l'enfant. Contrairement à la famille traditionnelle africaine qui vit au village avec des ramifications nombreuses, la famille nucléaire est quasi- conjugale. Aujourd'hui, une observation quotidienne de notre société en pleine mutation permet de constater que la famille ne semble plus avoir les moyens d'encadrer les jeunes. En effet, l'industrialisation, le cosmopolitisme, le brassage des mœurs du à une population hétérogène, impliquent des nouvelles méthodes de vie.

L'éducation en ville est insensiblement altérée du fait que la société se transforme sur le plan économique, social et, politique. C'est ainsi que les hommes en sont souvent réduits à s'expatrier pour travailler ou chercher du travail dans les usines, les ports, les mines, les bureaux. Presque constamment dehors, ils ne peuvent plus jouer leur rôle de père selon les normes anciennes. La vie en ville s'est individualisée. La femme qui ne travaille pas assume alors les fonctions qui lui étaient étrangères autrefois. Elle devient le pivot de la famille dans la mesure où les figures masculines se font marginales. Pour le cas, où les deux parents travaillent, la nurse, la ménagère assure l'intérim, sinon, solidarité africaine oblige, l'enfant est laissé en garde chez le voisin, si les moyens de payer la ménagère n'existent pas. En ville les cadets n'ont plus leurs aînés à côté, les oncles, les grands parents ne sont plus là, pour canaliser harmonieusement le jeune.

Dans ce milieu, de nouveaux éléments culturels s'introduisent : l'argent, les moyens de transport et d'information, les tissus et les modes vestimentaires, l'électricité, le logement, la manière de se distraire, d'échanger, de travailler. Le transistor qui fait partie de l'équipement élémentaire d'une maison remplace les chants qui rythmaient jadis la vie quotidienne ; la télévision qui, prend plus de temps aux enfants avec des films qui ne tiennent pas compte de l'âge des enfants. Le travail qui prend plus de temps au père va l'isoler, entraînant non seulement la déchéance de la puissance paternelle auprès des enfants, mais aussi et surtout l'insuffisance d'encadrement et

d'affection. Les absences répétées du père sont senties comme un abandon par l'enfant ; d'où le constat suivant : la société traditionnelle qui était par le passé une société reproductible est en voie de changement en ville. La structure familiale nucléaire est de plus en plus dépendante des fournisseurs extérieurs : l'école va se charger de l'éducation ; c'est à dire l'initiation et de l'apprentissage. Ceci fait que la famille perd progressivement l'une de ses fonctions principales. L'isolement de la famille nucléaire, l'insuffisance d'encadrement et d'affection ne sont-ils pas les causes de la déperdition scolaire ?

III.3. LES CAUSES DE LA DEPERDITION SCOLAIRE

Parler de la déperdition scolaire au Gabon, c'est parler du taux de redoublement et d'abandon survenant au cours de la formation et au niveau des points de passage d'un cycle à un autre.

Le plus souvent la déperdition provient de deux facteurs que sont : la sélection institutionnalisée par le principe des examens qui serait favorable aux élèves dits « doués » d'une part, et les moyens financiers dont ne disposent pas souvent les paysans d'autre part.

Les jeunes qui n'ont pas la capacité de passer d'un niveau à un autre vont être obligés d'abandonner, de même que ceux dont les parents sont démunis.

Aujourd'hui, l'école souffre du phénomène de déscolarisation qui touche la majorité de la population scolaire

du Gabon, en particulier, et de l'Afrique en général. Car beaucoup de jeunes n'arrivent pas à terminer leur cycle d'études primaire, secondaire ou universitaire. Plusieurs causes sont évoquées, dont la principale à notre avis reste l'échec scolaire et qui va être le centre d'analyse de notre étude

L'échec scolaire, selon le Dictionnaire de l'enseignement en Afrique (1988) est « l'incapacité pour un enfant scolarisé de suivre la progression, le rythme d'apprentissage de la majorité des élèves de sa classe ». Les causes de l'échec scolaire sont multiples et sont liées à : l'individu, l'environnement psychologique et social, à l'organisation éducative.

En effet, l'échec scolaire peut être pour le jeune africain l'expression d'une conduite névrotique plus générale, d'une dévaluation de soi. L'individu se juge « mauvais » peut-être même « maudit » et d'une manière active ou passive, se conduit de manière à prouver qu'il ne peut qu'échouer.

Prenons l'exemple d'un jeune qui échoue au Concours et au C.E.P.E (Certificat d'Études Primaire et Élémentaire) à deux ou trois reprises. Ce dernier va penser qu'il est soit maudit, soit mauvais, puisqu'il ne peut accéder en classe de sixième. Ce comportement est renforcé par l'échec et justifie à posteriori les attentes exprimées. Cette conduite d'échec est due, pense-t-il, à une transgression d'une règle, d'une norme, d'un interdit. Elle engendre la culpabilisation et l'autopunition. La conduite active de l'individu en mal de réussite est en général comprise par l'entourage comme une malédiction,

lancée par le monde visible ou invisible, qui s'abat sur le groupe social. La perpétuation des conduites d'échec va inexorablement entraîner l'individu au renoncement ; accablé par le mauvais sort, il va refuser de lutter.

Les causes les plus courantes de cette conduite névrotique peuvent être aussi génétiques, sensorielles, pathologiques. Les troubles de l'audition, de la vision, de la motricité, la sous-nutrition etc. Ainsi donc, l'état de santé, le développement physique influent considérablement sur leur capacité de réussir à l'école.

Parlant des causes de l'échec scolaire nous avons cité l'environnement psychologique et social. En effet, il joue un rôle important, car pour aller au lycée la plupart des jeunes africains quittent leur village et leur famille. Si quelques uns trouvent des places à l'internat, la plupart de ces jeunes vivent chez un parent éloigné, chez un tuteur. Les autres vivent dans des bidonvilles, éloignés des lycées. Certains d'entre eux sont astreints au travail régulier chez ceux qui les hébergent. Un élève sur quatre dispose de l'éclairage électrique. Nombreux sont ceux qui étudient sous les lampadaires publics. Plusieurs de ces jeunes vont à l'école le ventre vide, sans avoir pris le petit déjeuner. Ainsi donc, fatigue, nourriture insuffisante, difficultés matérielles sont autant de causes d'échec scolaire. A cela il faut ajouter les conditions psychologiques défavorables : le tuteur ou la tutrice ne remplacent pas le père ou la mère. Il arrive parfois que le jeune ait le sentiment d'être devenu un serviteur et d'avoir perdu son statut.

Des attentes du milieu familial influent aussi sur la perception de soi, de ses propres capacités, sur ses ambitions. Elle limitent ou ouvrent toutes grandes les portes de la reconnaissance, c'est-à-dire l'obtention des diplômes favorisant l'acquisition des privilèges sociaux. L'école a été survalorisée et a créé des disparités au sein des familles.

Pour ce qui est de l'organisation éducative, nous constatons que l'école, aujourd'hui encore, astreint l'enfant à un médium qui lui est étranger : la langue française au Gabon.

III.4. Les conséquences de la déscolarisation Massive

La scolarisation est un processus par lequel les états modernes conduisent la formation et l'éducation des jeunes générations.

Dans nombre d'états comme au Gabon la scolarisation revêt un aspect obligatoire pour tous les jeunes gens atteignant l'âge de six ou sept ans. Cependant, force est de constater que les gouvernements africains ne disposent pas toujours de moyens pour pouvoir assurer à chacun une scolarisation prolongée jusqu'au secondaire et moins encore jusqu'au supérieur. Ce qui les oblige à mettre en place des systèmes de sélection tellement rigoureux qu'une infime minorité de privilèges peut se maintenir dans le cursus.

La majorité est éjectée hors du système scolaire ce qui fait surgir des points d'interrogation quant au degré de maîtrise et d'efficacité des options éducatives des pays

africains. Options dont Guy Bellonte (1961)⁶ fait cas avec humour en ces termes : « Au congrès des ministres africains de l'éducation qui s'est tenu à ADDIS ABEBA en 1961, à l'initiative de l'UNESCO, des pays participants s'étaient, dans l'enthousiasme des lendemains de l'indépendance, fixés pour objectif la scolarisation universelle dans vingt (20) ans ».

Au terme de l'échéance, le bilan révèle que les problèmes de développement auxquels, les pays africains croyaient ainsi faire face demeurent d'actualité et tendent même à se renforcer et à devenir plus complexes dans la plupart des cas.

La scolarisation massive s'est traduite par la suite en une sous scolarisation au regard de l'importance des taux de déperdition à tous les niveaux. Elle a créé des flux des jeunes aliénés, trop attachés aux modèles occidentaux mais très tôt livrés au choc du futur.

La première conséquence de cette déperdition, est l'exode rural. En effet, les milieux urbains deviennent un nouveau pôle d'attraction pour les jeunes qui espèrent trouver un travail salarié autre que l'agriculture, qu'ils ont abandonnés tout au long de leur circuit scolaire

De là, l'exode rural qui dépeuple les milieux ruraux et les prive d'une partie considérable de la force active, alors qu'en revanche, il y'a surpeuplement des milieux urbains qui deviennent de plus en plus le théâtre d'actes de déviance de tout genre, surtout dans les bidonvilles, et qui ont pour noms : la

⁶ Guy Bellonte (1961), Congrès des Ministres Africains de l'éducation, Addis-Abeba, à l'Initiative de l'UNESCO.

délinquance juvénile, la prostitution, la toxicomanie, le banditisme, les drogues.

Pour comprendre les effets collatéraux de la déscolarisation, nous allons d'abord nous intéresser au problème de transition entre le mode éducatif traditionnel et le mode éducatif moderne, ensuite nous allons étudier la vie des jeunes déscolarisés en milieu rural et en milieu urbain.

III.5. PROBLEMATIQUE DE LA TRANSITION ENTRE LE MODE DE VIE AFRICAIN ET LE MODE DE VIE OCCIDENTAL

En Afrique, les modifications profondes des comportements trouvent leur origine dans la rencontre avec l'occident. Ce phénomène ne procède pas d'une évolution du développement endogène de nos sociétés, mais d'une collision qui a projeté les états africains dans un monde très différent du notre, dans sa culture, sa civilisation, ses valeurs, son mode d'organisation sociale, son mode de structuration de l'homme et son mode de fonctionnement différent de nos structures sociales et mentales. En effet par le fait de l'école, une nouvelle classe de dirigeants et de gestionnaires a vu le jour ; formés dans une langue étrangère et véhiculant une autre idéologie. L'école a ainsi créé de nouveaux pôles de savoirs et de pouvoirs. La naissance d'espaces nouveaux accentue les contradictions existantes, mais jusque là canalisées et contrôlées par la société africaine : contradictions aînés / cadets, hommes / femmes etc.

Les nouveaux problèmes spécifiques afférents à l'éducation de l'enfant dans une situation de transition sont à mettre en corrélation avec les facteurs suivants :

-les modifications et les changements que l'entrée d'une économie capitaliste dominante a entraîné sur la structure familiale, sur les femmes en particulier avec leur entrée dans le salariat et l'accroissement de leur charge de travail en milieu urbain comme en milieu rural . La difficulté de trouver l'adéquation entre les structures sociales, les modes de pensée et la gestion sociale traditionnelle et ceux qui sont apparus avec la colonisation et les nouveaux rapports sociaux, l'urbanisation qui donne une occupation nouvelle de l'espace et change la structure de l'habitat, de l'architecture comme sur plan culturel. L'école avec la scolarisation en langues étrangères ou non africaines destinées à créer de nouvelles catégories sociales, s'est bâtie et développée sur la marginalisation voire la destruction des valeurs traditionnelles que véhiculaient nos langues. Elle a créé ainsi des bouleversements importants dans la transmission et la continuité culturelle des communautés, en particulier, la scolarisation a changé le rôle de la famille et de l'enfant

Pour mieux comprendre la problématique de la crise familiale, nous allons re-situer l'enfant dans la structure familiale traditionnelle. De manière générale, le monde traditionnel se présente comme un monde cohérent et sécurisant pour l'enfant. En effet l'enfant était élevé, éduqué dans un contexte psychoaffectif homogène ; il était assuré de trouver,

progressivement dans son rapport avec sa famille la clé de toutes les questions qu'il se pose : la connaissance dont il aurait besoin pour vivre parmi les siens ; être dépositaire aux différents stades de sa vie, de tout le savoir. L'éducation dans la société africaine se faisait par l'observation des aînés, par l'initiation, par la progression dans les classe d'âge ,dans la famille élargie et la fratrie, et c'est ainsi que se perpétuait toute la communauté, dont l'enfant symbolisait l'immortalité.

Du point de vue économique, nombre de métiers étaient du ressort spécifique des catégories socioprofessionnelles distinctes. L'apprentissage et la maîtrise de ces activités se transmettaient de père en fils et de mère en fille. Dans cette division du travail, l'enfant était assuré de trouver une place et une source de revenus. La concurrence, les rivalités n'existaient qu'au sein d'une même catégorie socioprofessionnelle. Par l'esprit de groupe et de partage, les biens accumulés étaient redistribués aux uns et aux autres en fonction de leur statut dans la hiérarchie sociale. Le système social était de ce fait égalitaire. Cela suppose ici que l'ensemble du monde africain était structuré autour de la famille en tant qu'unité économique et sociologique. Le développement et l'éducation, la transmission des connaissances et l'apprentissage des rôles et rapports sociaux étaient pris en charge par l'ensemble de la famille et même au-delà d'elle, par tous ceux qui ont droit de regard.

Après la présentation du monde africain traditionnel, nous allons aborder le monde moderne. Pour dire que le

système économique actuel répond d'abord au mode de vie européen c'est-à-dire celui de la famille nucléaire, peu soucieuse du bien-être et de la fratrie. Dans ce mode vie, l'individualisme et la promotion y dominant par la concurrence. L'apprentissage et l'éducation se déroulent à l'école, donc hors du champ familial. La survie est une affaire personnelle ainsi que les retombées de la réussite professionnelle, condition « sine qua none » de toutes reconnaissance et ascension sociale.

La famille africaine est donc caractérisée par un système qui privilégie l'intérêt collectif au détriment de l'intérêt personnel. Contrairement au système éducatif occidental qui prône et développe l'individualisme. En ce sens l'école est une arme redoutable, car elle sert de courroie de transmission des valeurs, des visions propres au modèle de société qui l'a introduit. L'enfant africain qui y entre s'en trouve dépaysé. L'école crée donc une rupture dont nous ne pouvons pas exposer toutes les conséquences. Cependant nous constatons l'absence d'un modèle de société et l'incapacité des systèmes politico-économiques actuels à satisfaire les besoins matériels élémentaires de chacun. La dégradation effective des conditions de vie de la majorité urbaine et rurale ne permet pas à la famille de jouer son rôle. Les résultats sont plus que visibles et ont pour noms :

- la délinquance juvénile, avec une forte propagation de la prostitution des jeunes filles ;

- l'alcoolisme, la toxicomanie, la violence, la criminalité.

La nucléarisation des familles avec, comme risques, l'échec de l'éducation des enfants, l'acculturation par la valorisation des modèles culturels dont nous n'avons pas les moyens de réalisation.

Ainsi les nouveaux problèmes spécifiques de l'enfance sont aussi ceux qui se posent à l'ensemble de nos sociétés. Pour apprécier les effets négatifs de l'école dans les sociétés africaines, nous allons nous limiter sur certains aspects qui nous semblent utiles en l'occurrence : le plan culturel, le plan linguistique psychologique. Ainsi :

- sur le plan culturel, l'école sépare l'enfant de la famille à qui elle dérobe l'essentiel de ses prérogatives. Par son idéalisation et sa valorisation culturelle et économique, par le fait qu'elle transmette un savoir sur lequel les familles n'ont aucune emprise. Même s'il est vrai que l'école apporte un savoir complémentaire, il faut dire qu'elle ne le fait qu'en dévalorisant la culture et les valeurs traditionnelles.

- Sur le plan psychologique, l'école en fonctionnant sur la compétition est une source de tensions et d'angoisse pour l'enfant et ses parents. Sa sur valorisation crée chez les parents la hantise de l'échec de leur enfant. Si autrefois, il était permis d'initier l'enfant à tel ou tel âge, actuellement on raisonne sur le temps en fonction de la scolarité, c'est-à-dire : tel enfant doit faire ceci ou cela à tel âge.

- Sur le plan linguistique, l'école utilise des langues étrangères auxquelles les enfants devraient s'adapter, véhiculant en plus, les valeurs occidentales au point que les

enfants ont des états, des émotions, des sensations qu'ils exprimeront aussi difficilement dans les langues de l'école et dans les langues africaines appauvries par l'urbanisation et le développement des sources culturelles.

La description du mode de vie traditionnelle et du mode de vie moderne que nous venons faire explique comment les jeunes africains sont confrontés à une crise de civilisation, une crise socioculturelle. Cette situation est confortée ici par les propos de l'historien burkinabé JOSEPH KIZERBO (1980)⁷ qui dit ceci « le jeune africain aujourd'hui est à la fois soumis à des forces de répulsion par rapport à la société traditionnelle qui ne lui apporte plus toutes les chances auxquelles il pourrait aspirer, et il est soumis aussi à des forces d'attractions extrêmement puissantes vers des pôles nouveaux, en particulier la ville et les emplois de type nouveau... ».

Face à cette situation qui consacre la vulnérabilité même de la jeunesse africaine et qui inquiète tout à la fois les familles et les responsables politiques, de nombreuses causes sont évoquées comme : l'inadaptation du système scolaire aux réalités socioculturelles africaines, la diffusion de modèle de vie et de consommation occidentaux sans que l'évolution des revenus permet de pouvoir les satisfaire, l'inadaptation des plans de développement social et économique des pays africains. La question que nous nous posons est celle de savoir si ces causes ont eu une influence sur la déperdition scolaire constatée partout en Afrique ?

⁷ JOSEPH KIZERBO (1980), ACCT. INEP. Les cahiers de l'animation. L'éducation en Afrique. Alternatives 3^e trimestre, 1980.

Au regard de ce qui précède ; nous constatons que la différence entre les deux modes réside dans le fait que l'enfant occupe une place prépondérante dans la structure familiale africaine au point que son éducation est l'œuvre du groupe élargi alors que dans la structure familiale nucléaire l'enfant se trouve en rapport avec un nombre restreint de personnes. Toutefois, ces deux modes de vie se sont heurtés et ont créé une crise éducationnelle dans le comportement des enfants. Cette rencontre pose donc un problème. Pour cerner les facteurs de changement issus de cette rencontre, nous allons dans le chapitre qui va suivre la vie des jeunes déscolarisés en milieu rural et en milieu urbain.

CHAPITRE IV : LA SITUATION DES JEUNES DESCOLARISES AU GABON

IV.1 PRESENTATION

Le problème de la déperdition scolaire ou déscolarisation et ses conséquences au Gabon est, comme nous l'avons montré dans les pages précédentes, lié à l'éducation et à l'échec scolaire ; c'est pourquoi nous avons choisi d'étudier dans les paragraphes qui vont suivre les répercussions sociales et économiques de la déperdition scolaire.

Partant des jeunes déscolarisés en milieu rural d'une part, et ceux du milieu urbain d'autre part, nous allons nous intéresser au phénomène de la délinquance, ses manifestations et ses répercussions dans la société

IV.2 LA VIE DES JEUNES DESCOLARISES EN MILIEU RURAL ET URBAIN

IV.2.1. La vie des jeunes déscolarisés en milieu rural

Les jeunes déscolarisés en milieu rural, surtout, ceux qui échouent dans l'enseignement primaire et, dans les toutes premières classes du secondaire, se maintiennent souvent dans leur terroir et se intègrent progressivement dans la vie paysanne.

En effet, quand un jeune rural est éjecté du système éducatif, sa première réaction est de retourner au village auquel il reste fondamentalement attaché.

Toutefois ce retour est mal ressenti par la majorité des jeunes qui voient ainsi leurs espoirs de promotion jusque là investis dans l'institution scolaire s'effondrer momentanément

La famille africaine, telle que présentée au début de cette étude, va se charger de le réintégrer. Ainsi, le mariage fait partie des premiers actes qui décident définitivement de sa sédentarité, et l'obligera à se préparer pour accueillir sa future famille. Pour ce faire une partie de sol à cultiver lui est octroyée.

Cependant, les conditions du milieu rural ne peuvent pas lui procurer la satisfaction voulue, au regard des besoins de la vie moderne. La conséquence de cette situation est la précarité de son devenir social et économique qui n'encourage pas les jeunes déscolarisés à s'intégrer avec enthousiasme dans le monde rural.

Certains parmi eux, peut être dans l'espoir d'un quelconque changement positif, tel que l'installation d'une structure socioéconomique, s'accrochent tant bien que mal, et essayent de s'adapter à ses conditions, mêmes désagréables

En effet ; l'absence de structures de production et d'infrastructures socio-économiques ne permet pas aux ruraux de produire à grande échelle ; ils se contentent d'une agriculture de subsistance.

D'autres, par contre, plus aventureux et plus ambitieux s'y dérobent et vont "chercher fortune" dans les centres urbains ; généralement à Libreville : d'où le phénomène de l'exode rural

Pourtant la vie en ville ne semble pas aussi luisante qu'ils le pensent Elle est même plus difficile et expose les jeunes aux vicissitudes de la délinquance tel que nous allons le voir à la suite de ce paragraphe.

IV.2.2. La vie des jeunes déscolarisés en milieu Urbain

Parmi les jeunes déscolarisés qui vivent en ville, et particulièrement à Libreville, la plupart vit chez des parents ou tuteurs qui les ont accueillis pendant leur scolarité. Ils sont logés, nourris, jouissant pour certains des bonnes conditions de la vie moderne : télévision, courant, eau. Ces familles d'accueil peuvent supporter ces jeunes pendant un temps, après leur éviction du système scolaire ; et ce, en attendant le jour providence d'un hypothèque travail salarié de ce dernier. Plus les jours et les mois passent, ces jeunes deviennent une surcharge financière. L'hospitalité africaine, quoi qu'on en dise, a ses limites ; car nul ne saurait trop longtemps supporter des gens valides qui vivent comme des parasites, en consommant gratuitement sans produire et surtout en ville où tout s'achète. Ainsi, à long, moyen, ou court terme, ces derniers finissent par se faire expulser du foyer d'accueil. Dès lors ils deviennent inévitablement les premières cibles de la délinquance et de ses maux. C'est le cas de ces jeunes qui sillonnent les gares routières

de Libreville. Pour comprendre le danger public que représentent ces jeunes dans la société nous allons étudier comment se manifestent la délinquance d'une part, et ses répercussions dans la société d'autre part.

IV.3. LE PHENOMENE DE LA DELINQUANCE

Il y'a quelques décennies, le phénomène de la délinquance était presque négligeable au Gabon. Aujourd'hui avec la destruction progressive des valeurs culturelles africaines, accélérée par l'industrialisation, la paupérisation des masses sociales, la perte de confiance en l'avenir des jeunes, le phénomène de la jeunesse délinquante a pris de l'ampleur.

Il suffit de visiter les cellules des Commissariats de Libreville, la prison centrale et d'observer ce qui se passe autour de nous, pour être convaincu de la gravité de la situation. Cette jeunesse devient de plus en plus un danger pour la société. Ceci a conduit l'ensemble de la société gabonaise à développer les stratégies de récupération. Malheureusement, les résultats sont à la limite négatifs. Force est de constater qu'au lieu de se sentir intégrés dans la société, les jeunes déscolarisés éprouvent un sentiment de rejet plus renforcé .Pour d'autres, le fossé se creuse davantage entre eux et la société.

Toutefois, les raisons qui amènent à se retrouver dans la rue sont nombreuses que l'on ne peut en dresser une liste exhaustive.

La délinquance ne serait pas seulement la conséquence de l'industrialisation, du cosmopolitisme ou du brassage des

mœurs ; elle est également l'action directe ou non des institutions comme l'école et la famille qui apparaissent comme des sous systèmes à qui, la société a confié une mission aussi délicate que celle d'éduquer ses membres. En effet, la famille constitue comme nous l'avons énoncé tout haut, le milieu naturel qui accueille le jeune. Diverses considérations expliquent l'influence capitale de la famille sur l'adaptation des jeunes. Par la façon dont la famille remplit son rôle éducatif, elle peut se rendre responsable de la délinquance de leurs enfants. Aussi partageons-nous l'idée de R. ROUMAJON (1977)⁸ selon laquelle "la délinquance prendrait naissance précocement dans la famille ; on peut dire que les enfants laissés à la charge d'un seul parent sont encore abandonnés à eux-mêmes, dès lors ; ils ne peuvent sublimer les exigences de leurs sens, ils se retrouvent dans la rue et se nourrissent de tout ce qui leur tombe sous la main et s'adonnent au vol et aux agressions de tout genre." Au même titre que la famille, l'école apparaît comme un catalyseur de la délinquance, car l'échec scolaire, peut occasionner celui de la vie. C'est ce qu'affirme G.AVANSINI (1967)⁹ lorsqu'il déclare : « celui qui échoue à l'école risque de plus en plus de devenir déclassé, une sorte de hors-la-loi, pour qui, l'intégration deviendra sans cesse plus difficile." Dans le même ordre d'idée B. BILONGO (1981)¹⁰ d'ajouter : « avec celles d'autres facteurs exogènes, l'école conjugue son action pour accentuer la désadaptation des adolescents. Elle façonne avec dureté, ce

⁸ R. ROUMAJON (1977), Ils ne sont pas des délinquants, Paris Robert Lafont.

⁹ G.AVANSINI (1967), L'échec scolaire, Paris éditions universitaires

¹⁰ B. BILONGO (1981), Jeunesse marginale, approche de la délinquance juvénile, 1971-1980, document universitaire

qui rend l'unité de la personnalité déracinée difficile à se réaliser. Placée entre les modèles traditionnels et les modèles modernes, les modèles familiaux et les modèles scolaires etc. »

En fait, compte tenu de tous ces aspects, la délinquance apparaît comme un produit du déséquilibre social ; donc le délinquant peut être considéré comme étant le produit du milieu social. De toute évidence tout homme est le produit de son milieu.

La délinquance étant une déviance sociale, entraîne évidemment des conséquences néfastes pour la société. Quels que soient les manifestations et les modes d'expression. Ceci nous amène à étudier les manifestations de la délinquance.

IV.4. LES REPERCUSSIONS SOCIALES DE LA DELINQUANCE

Les jeunes désœuvrés, parmi lesquels les déscolarisés pour s'affirmer, et surtout pour survivre pratiquent le vol considéré comme le premier délit du milieu.

Dans la plupart des cas, il s'agit de satisfaire les besoins immédiats : consommation courante, les vêtements ou toute chose pouvant être revendue en vue de se nourrir. D'où la chasse effrénée aux téléphones portables.

Parmi tant d'autres délits, il y a la consommation de l'alcool, de la drogue ou la prostitution chez les jeunes filles. Toutes ces manifestations ont, à tout prendre, des répercussions dans la société.

Les délinquants dans un premier temps, ont un comportement antisocial. Ils méprisent l'autorité et ont tendance à vouloir détruire les biens et les personnes. Dans un second temps, ils passent du désir à l'acte sans inquiétudes ni remords. Ces jeunes ont des règles et valeurs en porte à faux avec celles reconnues et promues par la société. Ils peuvent aller des simples larcins à des homicides. Ils ont leurs lois et leur langage. En somme, ils refusent la société, ses normes et ses valeurs.

Comme nous le voyons, la délinquance est l'un du problème le plus courant et le plus socialement troublant de l'adolescence, dont on ne saurait trop attendre pour trouver des solutions adéquates. Elle reste et demeure, la porte grande ouverte pour les jeunes déscolarisés ou non qui errent dans les rues de Libreville.

TROISIEME PARTIE : PRESENTATION ET ANALYSE

DES RESULTATS

Chapitre V : ANALYSE DES ENTRETIENS

EXPLOIRATOIRES

Pour réaliser cette étude, nous avons utilisés le questionnaire comme technique de recherche. Les résultats présentés dans ce chapitre ont été obtenus grâce à cette technique. Nous présenterons dans un premier temps les résultats des avis des parents d'élèves, ensuite les avis des enseignants de l'enseignement primaire, enfin ceux des enseignants du second degré.

V.1 : PRESENTATION DES RESULTATS ISSUS DU QUESTIONNAIRE ADMINISTRE AUX PARENTS D'ELEVES

Tableau n°1 : Récapitulatif des causes de l'échec Scolaire, avis des parents

N=140

Causes	Répondants	Pourcentage
Absence de suivi	02	01,42%
Moyens financiers	10	07,17%
Méthodes d'enseignement et programmes	14	10%
L'examen	34	24.28%
Effectifs	80	57,14%
Total	140	100%

Le tableau n°1 représente l'avis des parents sur la cause l'échec scolaire. Ainsi en ce qui concerne les méthodes et les programmes quatorze (14) soit 10% estiment que les méthodes et les programmes sont un facteur d'échec. Quatre vingt (80) soit 57% pensent que les effectifs pléthoriques sont en grande partie responsable de l'échec. Deux (2) soit 1.42% disent que le suivi des parents n'est pas effectif. Trente quatre (34) soit 24.28% estiment que l'instauration des examens en est la principale cause d'échec. Dix (10) soit 7.14% affirment que les moyens financiers des parents favorisent l'abandon en milieu scolaire

V.3 : PRESENTATION DES RESULTATS ISSUS DU QUESTIONNAIRE ADMINISTRE AUX ENSEIGNANTS DU SECOND DEGRE

Tableau n°3 : Récapitulatif des causes de l'échec Scolaire, avis des enseignants du second degré

N=70

Causes	Répondants	Pourcentage
Méthodes d'enseignement et programmes	02	02.85 %
L'examen	02	02,85%
Moyens financiers	04	05,71%
Absence de suivi	20	28,57%
Effectifs	42	60%
Total	70	100%

Les données du tableau n°3 indiquent deux (2) soit 20.85% des répondants estiment que les méthodes sont un facteur d'échec. Quarante deux (42) soit 60% affirment que les effectifs pléthoriques sont le principal facteur d'échec constaté en milieu scolaire. Deux (02) soit 02.85% accusent l'instauration des examens. Quatre (04) soit 05% des répondants pensent que les moyens financiers faibles des parents peuvent agir sur les résultats des enfants

V.2.. PRESENTATION DES RESULTATS ISSUS DU QUESTIONNAIRE ADMINISTRE AUX ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE

Tableau n°2 : Récapitulatif des causes de l'échec Scolaire, avis des enseignants du primaire

N=90

Causes	Répondants	Pourcentage
Méthodes d'enseignement et programmes	02	02.22%
Absence de suivi	10	11,11%
Moyens financiers	10	11.11%
L'examen	18	20%
Effectifs	50	55.55%
Total	90	100%

En rapport avec l'échec scolaire, le tableau n°2 indique l'idée ou la pensée des enseignants du cycle primaire Ainsi pour ces derniers deux, soit 02.22% estiment que les méthodes influent sur le phénomène d'échec scolaire. Cinquante soit 55.55% disent que les effectifs pléthoriques sont à l'origine de l'échec. Dix-huit soit 20% pensent que le principe des examens est la cause de redoublement massif. Dix parmi les répondant soit 11.11% imputent le tort aux parents qui ne suivent pas leurs enfants. Enfin dix (10) soit 11.11% pensent que les moyens financiers limités des parents est un facteur d'échec.

V.4. SYNTHESE ET ANALYSE DES RESULTATS

V.4.1. Synthèse des résultats du questionnaire

A la suite des résultats du questionnaire, il ressort que le problème des effectifs pléthoriques semble être le plus important des facteurs d'échec scolaire. Le second facteur est le manque de suivi des parents vis-à-vis de leurs enfants. En outre, concernant le problème de l'instauration des examens : les enseignants estiment qu'il ne peut pas être un facteur d'échec alors que les parents pensent le contraire. Quant aux moyens financiers, les parents d'élèves et les enseignants estiment que ce facteur doit être pris en considération

V.1.2 Analyse des résultats du questionnaire

Dans le souci de recueillir un maximum d'informations sur les causes de l'échec scolaire, nous avons interrogé cent quarante (140) parents d'élèves au mois d'octobre 2006 ; date de la rentrée scolaire, soixante dix (70) enseignants du second degré d'enseignement général et technique, quatre vingt dix (90) de l'enseignement primaire public, catholique et protestant (confessionnel). Compte tenu du fait que les question étaient communes à toutes les catégories interrogées ; nous avons procédé à une analyse globale des résultats, c'est ainsi que :

Face à l'échec scolaire actuel, nous pensons que la méthode d'enseignement devrait être orientée vers un

enseignement programmé. C'est-à-dire en spécialisant les apprenants dans des secteurs précis de la connaissance : par exemple les petits métiers pour les moins « doués », tout en conservant les méthodes existantes c'est-à-dire l'élitisme pour les élèves les plus brillants.

En outre le Gabon a adopté, la méthode française d'enseignement, or les méthodes varient selon des objectifs de l'éducation et les objectifs propres à la méthode, par exemple au Gabon, l'éducation privilégie l'épanouissement comportemental de l'enfant alors qu'en France, c'est le cognitif qui prime c'est-à-dire que l'enfant perçoive lui même et comprenne la situation.

Pour ce qui est des effectifs pléthoriques, nous pensons que les autorités se sont engagées dans une scolarisation à outrance, sans en mettre les moyens .car il est inconcevable que dans un pays de moins d'un million et demi d'habitants, on ne puisse construire des écoles à la hauteur d'une population scolaire de près de cent mille élèves

Pour ce qui est des examens, nous pensons qu'il faut les maintenir, pour préserver la qualité de la formation .Cependant, il faut aussi augmenter la capacité d'accueil des établissements du secondaire. En effet, sur près de douze mille candidats à l'entrée en sixième, il est inadmissible que les établissements d'accueil ne puissent recevoir que quatre mille, ce qui fait en sorte que seuls ont accès, les plus brillants. Dès lors il serait nécessaire d'orienter l'enseignement pour les moins "doués" vers un enseignement professionnel.

Au sujet du suivi des parents, nous pensons qu'il est un problème fondamental, pour les parents qui travaillent, et qui ne peuvent être à la maison. Nous sommes convaincus qu'en construisant les lycées et les collèges près des villages, on pourrait résoudre ce dernier, car les enfants continueraient à recevoir le soutien des parents au village. Certes cela nécessite l'existence des structures socio-économiques dans des villes environnantes

Par rapport aux moyens financiers, nous pensons que c'est un sujet moins important dans la mesure où la scolarité est quasi gratuite au Gabon. Les coûts sont à la limite négligeables ; trois mille francs (2.000) au primaire, cinq mille francs (5000) au secondaire .Cependant il faut rapprocher les établissements des grands quartiers pour éviter les longs trajets qu'effectuent les enfants pour se rendre à l'école.

QUATRIEME PARTIE : Conclusion et suggestions

VI.1. Conclusion

Au Gabon, au regard du doute dans lequel vit la jeunesse, Il est urgent d'élaborer une approche et des mécanismes spécifiques de formation et d'apprentissage en faveur des jeunes déscolarisés.

Certes, l'élaboration d'une telle approche nécessite d'énormes moyens financiers. Mais la budgétisation de ce plan d'action requiert surtout de fortes synergies entre les ministères, et surtout, un véritable plaidoyer auprès des bailleurs de fonds internationaux.

En effet, rien n'est plus décevant de constater que les jeunes traînent en grand nombre dans les rues, les centres urbains à ne rien faire dans un pays d'un million et demi d'habitants ou les trois quarts des métiers sont exercés par des expatriés. Ce, au grand dam des autorités qui n'arrivent pas à concilier formation et l'emploi. Le Gabon est un pays où l'économie est dynamique. A cet effet nous osons croire, que l'Etat doit davantage s'intéresser à des formations qualifiantes et des petits métiers. Pour pouvoir résorber le problème de chômage. Ceci ne peut être réalisable que dans la mesure où, l'orientation des jeunes en situation d'échec scolaire, vers les formations qualifiantes et les petits métiers devient obligatoire et effective à tous les niveaux de l'enseignement.

Devant le problème que pose l'insertion socio-économique de la jeunesse déscolarisée sans cesse croissante, une meilleure démarche dans la recherche des solutions serait de partir de l'institution scolaire pour essayer d'endiguer le mal à la source. Ces solutions devraient aller dans le sens de la diminution sensible des taux de déperdition scolaire et ou de la révision du système éducatif dans son contenu car, la situation est telle qu'après six ans de scolarisation au cycle élémentaire et sept ans au secondaire, les jeunes déscolarisés, par rapports aux non scolarisés, n'ont apparemment d'atouts supplémentaires que la maîtrise de l'écriture, de la lecture, de la langue d'enseignement.

Ainsi donc, l'école, plus que par le passé livre prématurément à la société des jeunes incapables d'être utiles à eux-mêmes et à leur milieu d'accueil par la valorisation des connaissances acquises.

Au terme de cette étude, nous nous rendons compte que le problème de l'insertion des jeunes déscolarisés n'est pas aussi simple qu'on pourrait le croire.

La jeunesse gabonaise déscolarisée prend de l'importance d'année en année. Le système éducatif a gardé son caractère sélectif et par conséquent les taux de déperdition se renforcent, surtout au niveau du primaire.

Malgré les réformes apportées, en augmentant les lycées, les collèges techniques et les centres de formation professionnelle, l'école reste toujours inadaptée aux réalités du

terroir. Même déscolarisés, les jeunes se comportent comme des petits " cols blancs" et dédaignent les activités manuelles.

De notre côté, compte tenu de quelques points forts qui ressortent de l'ensemble des actions recensées, nous avons émis un certain nombre de suggestions dans la perspective de faciliter l'insertion et la réinsertion des jeunes déscolarisés du Gabon

VI.2. SUGGESTIONS

VI.2.1 Les mécanismes et approches de L'insertion et de réinsertion des jeunes Déscolarisés

VI.2.2. Mécanismes d'insertion et de réinsertion

Lors du Congrès International de 1999 organisé par L'U.N.E.S.C.O, la nécessité de promouvoir l'enseignement technique et professionnel pour tous avait été reconnue. Ce, afin d'assurer la cohésion sociale au sein de la société.

Au Gabon, au regard du doute dans lequel vit la jeunesse déscolarisée, le gouvernement a organisé un séminaire du 3 au 5 juin 2006 ; pour l'élaboration d'une approche spécifique de la formation ou d'apprentissage en faveur des jeunes déscolarisés. L'objectif visé était de s'assurer que les jeunes déscolarisés suivront une formation professionnelle avant d'être intégrés dans la vie active. L'une des principales décisions fut l'augmentation en nombre des établissements techniques et professionnels. Cette voie nous semble très simpliste, car il faut d'abord évaluer le taux de scolarisation par rapport au taux de

déscolarisation. Ainsi donc, d'après les résultats de l'Enquête Gabonaise d'évaluation et de Suivi de la Pauvreté (E.G.E.S.P) réalisée en 2005 ; le taux net de scolarisation est évalué à 92%, et les variations régionales de scolarisation sont faibles avec un taux supérieur à 90% dans chacune des régions. Ces données révèlent aussi que les taux d'accès au secondaire varient fortement en milieu rural 28% et urbain 56%. Quand aux taux de redoublement ils sont de 49% dans l'ensemble du pays et préparent évidemment à la déscolarisation. Les raisons évoquées pour justifier cette situation sont d'ordre situationnel ; du fait des difficultés financières de leurs parents, certains jeunes sont en effet contraints de chercher précocement un emploi pour subvenir à leurs besoins. Cependant, l'on semble occulter l'échec aux examens qui est de 61% en 2006 et les maladies 16% qui sont parmi tant d'autres raisons qui poussent les jeunes à ne pas aller ou à abandonner l'école.

Aujourd'hui, nous pensons qu'il n'est plus important de s'attarder sur les causes de la déscolarisation, mais de quels types de formation ou d'apprentissage on peut adopter pour l'insertion et la réinsertion des jeunes déscolarisés ?

En effet, malgré la création du Fond d'Aide à l'Insertion et à la réinsertion en 1993, ce sujet est, semble t-il, demeuré la grande préoccupation des différents gouvernements qui se sont succédés depuis cette date.

A notre avis, pour résoudre cette équation, il faudrait que le Gouvernement ait des orientations novatrices dont nous

proposons quelques pistes ci-dessous : ces orientations doivent s'articuler autour des axes suivants :

- l'implantation d'une structure d'insertion et réinsertion dans chaque province ;

- la création des écoles pratiques d'insertion et de développement rural (exemple de l'Ecole Rurale d'Oyem), la création des écoles de mécanique Auto, comprenant : la mécanique générale, l'électricité auto, la tôlerie etc. Ecole vers laquelle les jeunes peuvent être orientés à partir des classes de fin cycle primaire de même pour la construction des écoles en bâtiments avec toutes les branches y afférentes c'est-à-dire : plomberie électricité bâtiment etc. Ceci est d'autant plus important que ces métiers sont exercés pour la plupart par des étrangers. Créer des Centres des petits métiers du genre : cordonnerie dont le phénomène de « la rue 11 de Médina » à Dakar au Sénégal a attiré notre admiration. En effet les jeunes âgés de dix à douze ans qui fabriquent des chaussures de toutes marques grâce aux bons conseils des artisans analphabètes. Imaginons un temps soit peu, que ces derniers puissent bénéficier d'une subvention de l'Etat, nous pensons que les résultats n'en seront que bénéfiques pour le pays.

- faire en sorte que ces jeunes formés dans ces écoles bénéficient des trousseaux d'outils et de micro crédits pouvant leur permettre de commencer à exercer leurs métiers à la fin de leur formation ;

- établir des passerelles entre l'enseignement général et l'enseignement technique et professionnel ;

Renforcement des relations avec les partenaires au développement en matière d'insertion et de réinsertion tels que la CONFEJES, L'UNESCO ;

-l'accès du plus grand nombre de jeunes à des formations qualifiantes ;

Dans la catégorie des mesures qui interpellent directement les Ministères de l'Education Nationale, de la Jeunesse, et de la Formation Professionnelle, obtenir du Gouvernement la mise en place des mécanismes aptes à concrétiser l'aspiration des gabonais à savoir : l'établissement des passerelles entre les différents ordres d'enseignement. Ainsi l'insertion des jeunes avant qu'ils ne renoncent à l'école pourrait se faire en concertation avec d'autres Ministères. Autrement dit, les Ministères susmentionnés pourraient faire adopter un texte bannissant l'exclusion des élèves en situation d'échec dans l'enseignement général en fin cycle .A contrario, promulguer une loi ou ordonnancement qui disposerait de rendre obligatoire l'orientation de tout élève en situation d'échec vers un centre de formation professionnelle de son choix. A ce jour, au Gabon, la majorité des populations s'accorde à reconnaître que les écoles pratiques d'insertion au développement rural représentent le type de structures idéales pour faire acquérir en quelques mois, des compétences pour exercer les petits métiers manuels. Nous pouvons citer l'exemple d'école pratique qui pourrait être créée : une école de conduite vers laquelle on pourrait orienter les élèves boursiers pour passer des permis de conduire en six ou neuf mois. Le fondement de cette opération

repose sur le fait que les analphabètes à l'instar des déscolarisés peuvent obtenir un permis de conduire qui, parfois est la seule exigence pour un emploi de chauffeur.

En clair, ce sont des formations qualifiantes qui, convenant au mieux à des déscolarisés, sont plus aptes à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes. Cette approche assure aux stagiaires par le biais de la pratique et de la fréquentation, la compétence et l'efficacité.

Dans le même ordre d'idées, insérer dans les textes du code du travail, les dispositions dont l'objectif est de placer le maximum de jeunes cibles auprès des artisans pour leur donner la qualification idoine pour leur insertion professionnelle. Ceci en motivant les artisans par des allocations ou subventions annuelles. Créer à ce titre un chapitre dans le budget du fonds d'insertion dont plusieurs associations y figurant ne produisent pas des résultats fiables.

VI.2.3. Approche d'insertion et de Réinsertion

Dans l'approche que nous proposons, il s'agit d'être prêt à former, à tout moment, les déscolarisés dans les métiers manquant de main-d'œuvre.

Prévoir la création d'unités mobiles de formation pour rapprocher la formation professionnelle des populations vivant en zone rurale. Les formations qualifiantes en alternance et en apprentissage indiquent la voie à suivre. Ce qu'il faudrait, c'est définir un plan d'action avec des objectifs réalisables. Au

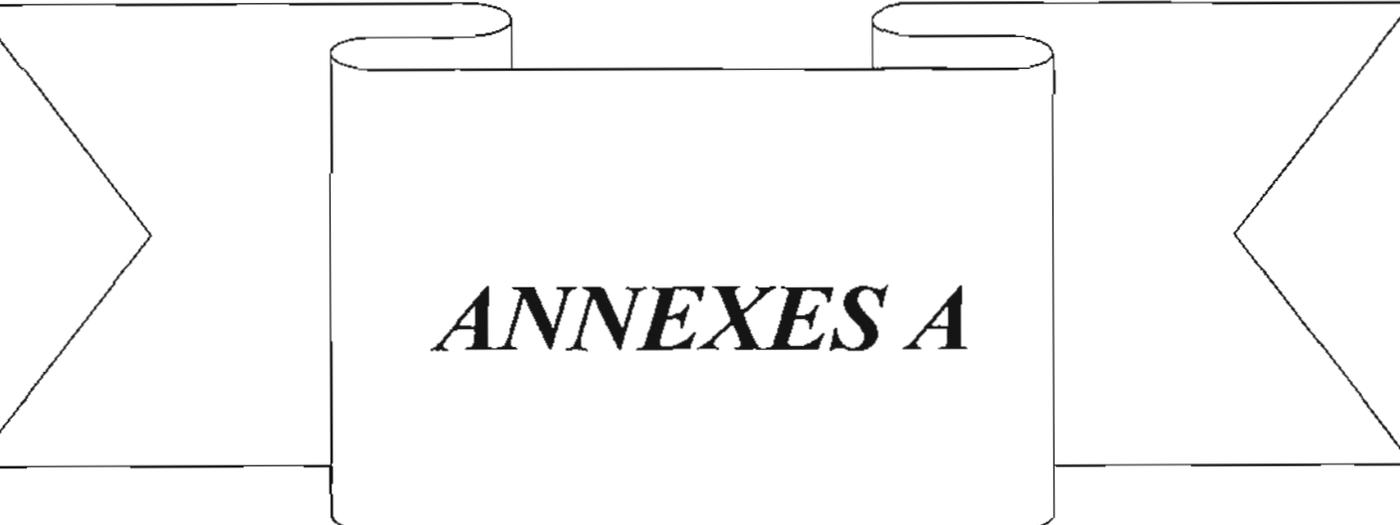
Gabon, aujourd'hui il existe deux grands secteurs inexploités que sont : la pêche, l'écotourisme.

Au niveau de la pêche la création des centres de pêche donnant l'opportunité de former les jeunes dans les métiers de la mer : marins, mécaniciens des chalutiers, pêcheurs en haute mer.

Au niveau de l'écotourisme, la création des parcs nationaux implique la mise en place des formations dans ce domaine. Ceci donne toute la pertinence à l'élaboration d'une approche de formation ou d'apprentissage en faveur des jeunes déscolarisés. Ce qui est sûr c'est que ce plan va ramener le débat sur le financement de la formation. Cependant tout n'est que problème de volonté politique.

BIBLIOGRAPHIE

- 1—AVANSINI GREGOIRE (1967) **L'ECHEC SCOLAIRE**, PARIS, éditions universitaires.
- 2-- BILONGO BASILE (1981) **JEUNESSE MARGINALE, approche de la délinquance juvénile de 1971 à 1980**.document universitaire.
- 3 --. DUROJAIYE (1979) **Communication au symposium sur la recherche des sciences sociales sur les enfants ; organisé par L'UNESCO et la fondation HOGG pour la santé mentale tenu à AUSTIN du 09 au 16 Septembre 1979.**
- 4 – ELA ALAIN.JOSEPH. (1982). **L'AFRIQUE DES VILLAGES** ; PARIS KARTHALA
- 5 - ERNY PIERRE. (1977) **L'ENSEIGNEMENT DANS LES PAYS PAUVRES : modèles et propositions**. PARIS, documentation française.
- 6 – H. COLOMB et SAINT VALENTIN (1968). **Les PROBLEMES DE TRANSITION et de LEUR IMPACT SUR L'EDUCATION DE L'ENFANT.**
- 7 – KIZERBO. JOSEPH (1980). A.C.C.T. INEP. **LES CAHIERS DE L'ANIMATION. L'EDUCATION EN AFRIQUE : ALTERNATIVES 3^{ème} trimestre 1960 page 9.**
- 8 – MICHARD HARNOLD. (1978) **LA DELINQUANCE DES JEUNES EN France**, PARIS.
- 9 -- MOMO PIERRE. (1969). **LA DELINQUANCE JUVENILE DANS LES GRANDES VILLES DU CAMEROUN**. UNIVERSITE DE YAOUNDE
- 10 – ROUMAJON Y. (1977). **ILS NE SONT PAS DES DELINQUANTS**. PARIS, ROBERT LAFONT
- 11 – TUNDE IPAYE. COMMUNICATION AU COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LE CHANGEMENT DE LA FAMILLE DANS UN MONDE EN EVOLUTION. MINICH Du 22 au 25 Novembre 1982



ANNEXES A

- LETTRE A L'ATTENTION DES REpondANTS.
- LE QUESTIONNAIRE ADMINISTRE AUX PARENTS D'ELEVES ET AUX ENSEIGNANTS.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple—Un But—Une Foi

UNIVERSITE CHEIK ANTA DIOP
INSTITUT SUPERIEUR DE L'EDUCATION
POPULAIRE ET DU SPORT

INSEPS --- DAKAR

DAKAR, le 12 Juillet 2006

NOTE A L'ATTENTION DES REpondANTS

En vue de l'obtention du Diplôme d'Inspecteur de la Jeunesse des Sports et de l'Education Populaire, une Monographie est programmée en fin de cycle de notre formation. Sur ce, notre thème est :

LA PROBLEMATIQUE DE L'INSERTION ET DE LA REINSERTION PROFESSIONNELLES DES JEUNES DESCOLARISES AU GABON

En répondant au questionnaire ci-joint, vous apportez une contribution à l'aboutissement de cette recherche.

Nous vous précisons qu'aucun jugement n'est fait sur les réponses. C'est votre perception qui est importante.

Vos réponses ne vous engagent en rien, et ce, à cause de l'anonymat et la confidentialité des réponses.

Merci de votre collaboration

OBAME EVOUNA GUSTAVE

Elève Inspecteur à l'IN SEPS de Dakar

QUESTIONNAIRE ADRESSE AUX PARENTS D'ELEVES

1. NOMS ET PRENOMS.....

2. PROFESSION.....

3. NOMBRE D'ENFANTS.....

4. NIVEAU D'ETUDES DES ENFANTS SCOLARISES

PRIMAIRE..... NOMBRE.....

SECONDAIRE..... NOMBRE.....

SUPERIEUR NOMBRE.....

5. Chaque année, un grand nombre d'élèves est, soit, exclu soit redouble les classes quels sont selon vous les raisons ?

6. Les programmes sont : f'ils adaptés ?

Oui Non peut-être Ne sa

7. Les enseignants sont-ils à la hauteur ?

Oui Non peut-être Ne sa

8. L'instauration des examens de passage est-elle la raison ?

Oui Non peut-être Ne sa

9. Les effectifs peuvent-ils être la cause ?

Oui Non peut-être Ne sa

10. Après les cours savez-vous si vos enfants étudient ?

Oui Non peut-être Ne sa

11. Si oui
pourquoi ?

12. Si non
pourquoi ?

.....

.

13. Avez-vous le cas d'un enfant exclu

Oui Non

14. Si oui qu'avez-vous fait ?

Payer le privé

Changer d'établissement public

Ne sait pas

15. Si non qu'auriez vous fait ?

Payer le privé

Changer d'établissement public

Ne sait pas

16. L'école coûte- t- elle- chère ?

Oui

Non

17. Avez- vous les moyens d'assurer la scolarité de vos enfants ?

Oui

Non

18. Doit –on supprimer les examens de passage ?

Oui

Non

19. Si oui,
pourquoi ?.....

.....

20. Si non,
pourquoi ?.....

21. Que vont vos enfants après l'école ?

L'étude

La télévision

Jouer.

QUESTIONNAIRE ADRESSE AUX ENSEIGNANTS

1. NOMS ET PRENOMS :

2. NIVEAU D'ETUDES :

3. NIVEAU D'INTERVENTION :

4. PRIMAIRE ELEMENTAIRE

C.P C.E C.M

5. SECONDAIRE

6^{ème} --- 3^{ème} 2^{nde} --- 1^{re}

6. Nombre d'années de service ?

7. Combien d'élèves avez -vous en moyenne ?

8. Les taux de redoublement et d'exclusion augmentent chaque année qu'elles sont selon vous les causes ?

9. Les programmes inadaptés ? Oui Non

10. Le niveau de recrutement des enseignants ?

Oui Non 11. Le coût de la scolarité ? Oui Non

12. Les structures d'accueil

Oui

Non

13. L'instauration des examens à chaque passage de niveau d'études ?

Oui

Non

14. Le manque de matériel didactique ?

Oui

Non

15. Le manque de suivi des parents ?

Oui

Non

16. L'insuffisance des moyens financiers des parents ?

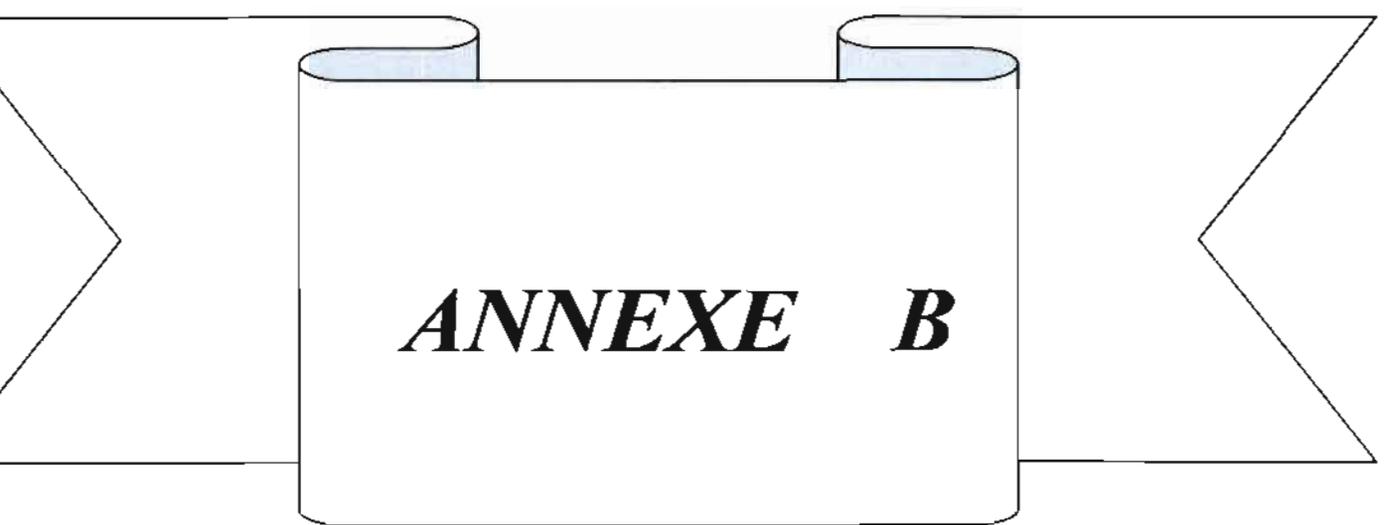
Oui

Non

17. L'insuffisance du personnel enseignant ?

Oui

Non



ANNEXE B

-LES MESURES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES.

DIRECTION GENERALE DE LA FONCTION
PUBLIQUE

DIRECTION DES STAGES PROFESSIONNELS

SERVICE ORIENTATION ET SELECTION

N° _____ /MFPRAME/DGFP/DSP/SOS.

ATTESTATION DE MISE EN STAGE

Nous soussigné, Ministre de la Fonction Publique, de la Réforme Administrative et de la Modernisation de l'Etat, attestons que **Monsieur OBAME EVOUNA Gustave**, Matricule 109.702/H, Conseiller Pédagogique des Activités Physiques et Sportives, en service au Ministère de la Jeunesse et des Sports, chargé des Loisirs, fait l'objet d'un arrêté en cours de signature le désignant pour suivre un stage de formation verticale, pour une durée de deux (2) ans, à l'Institut National Supérieur de l'Education Populaire et du Sport de l'Université CHEIKH ANTA DIOP au Sénégal . pour compter de septembre 2005.

Conformément aux dispositions des textes en vigueur :

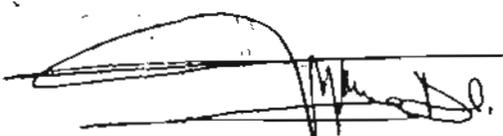
- 1) le stage lui est accordé pour préparer un diplôme en vue d'un reclassement conforme aux conditions requises par la réglementation ;
- 2) l'intéressé peut prétendre aux frais du budget de l'Etat gabonais au voyage aller et retour Libreville - Dakar - Libreville, dans la classe correspondant à son grade et conserve son traitement d'activité durant la période de stage ;
- 3) toute réorientation ou toute prolongation non autorisée annule de facto tous les avantages inhérents au stage professionnel et peut entraîner la suspension du traitement et le rapatriement du stagiaire. De même, les diplômes préparés en sus de la formation prévue ne sont pas pris en compte au moment du reclassement.

En foi de quoi, la présente attestation est établie et délivrée à **Monsieur OBAME EVOUNA Gustave** pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Libreville, le

Pour le Ministre de la Fonction Publique, de la Réforme
Administrative et de la Modernisation de l'Etat

P.O Le Directeur Général de la Fonction Publique


Delmond N'GAVIS - OTOUNGA



INSTITUT NATIONAL SUPERIEUR
DE L'ÉDUCATION POPULAIRE ET DU SPORT
☎ 823.33.84 - B.P. 3256 - DAKAR

Dakar, le 16 JUIN 2006

A Monsieur le Ministre de la Jeunesse
et des Sports chargé des Loisirs
Libreville
République du Gabon

OBJET : Stage pratique des élèves inspecteurs

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions du décret n° 81-810 du 31 Août 1981 instituant le Certificat d'Aptitude aux fonctions d'Inspecteur de l'Éducation Populaire, de la Jeunesse et des Sports (CAIEPJS), les élèves inspecteurs de la première année doivent effectuer un stage pratique d'imprégnation et en situation de responsabilité dans les structures de Jeunesse, des Sports et de l'Éducation Populaire suivant les indications aux objectifs et aux critères d'évaluation que vous trouverez ci-jointes.

Ce stage qui vise l'acquisition de compétences nécessaires à l'exercice de leurs futures fonctions d'inspecteur se déroulera du **1er Août au 30 Septembre 2006** dans les services provinciaux et du **1^{er} au 30 Octobre 2006** au niveau central.

Les services d'accueil voudront bien au terme du stage faire parvenir à l'INSEPS un rapport sur le déroulement du stage et le comportement du stagiaire assorti d'une note variant de 00 à 20.

Aussi, vous saurais-je gré des dispositions qu'il vous plairait de faire prendre pour permettre à Messieurs **Obiang Engohang Laurent** et **Obame Evouna Gustave** ressortissants de votre pays d'effectuer leur stage dans les meilleures conditions.

Vous en souhaitant bonne réception, Je vous prie de croire, **Monsieur le Ministre**, l'assurance de toute ma considération

Le Directeur,

Doubril SECK

STAGE D'IMPREGNATION

AOUT - SEPTEMBRE 2006

I. Objectif du stage

1. permettre aux stagiaires de s'imprégner du fonctionnement de l'ensemble des structures d'administration, de gestion et d'animation de la jeunesse.
2. vivre au contact de la réalité, les expériences de développement ou d'encadrement réalisées par ou avec les jeunes ;
3. développer chez les stagiaires les attitudes nécessaires à l'élaboration de ses propres instruments d'intervention
4. offrir aux stagiaires la possibilité de réaliser une recherche personnelle susceptible de permettre l'approfondissement d'un aspect spécifique des fonctions de l'inspecteur.

II. Encadrement et évaluation du stagiaire

1. Encadrement : placer sous l'autorité d'un haut fonctionnaire ou d'un agent expérimenté dans l'administration des structures de jeunesse et de sport.
2. Notation : donner une note entre 0 et 20 et l'accompagner d'un rapport sur le déroulement du stage et le comportement du stagiaire.

3. Critères de notation

- sens de l'observation
- l'esprit d'analyse
- la disponibilité
- la discipline et le respect des consignes
- le sens des rapports humains
- la tenue et le comportement
- le dynamisme
- l'efficacité dans l'action
- l'assiduité au travail
- la ponctualité au travail.

III. Date et lieu de dépôt : 30 Novembre 2005 au secrétariat de l'INSEPS.



Le Directeur

Djibril SECK

MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS
ET DES LOISIRS

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION CENTRALE DU PERSONNEL

N° 0008

MJSL/SG/DCP



NOTE D'INFORMATION

Les stagiaires dont les noms suivent sont informés que les stages d'imprégnation dans les services Centraux se dérouleront du 23 octobre au 21 novembre 2006, selon la programmation ci-après :

- Direction des Sports et du Plein-Air :



↓ OBIANG-ENGOHANG Laurent : du 23 octobre au 06 novembre 2006

↓ OBAME-EVOUNA Gustave : du 07 au 21 novembre 2006

- Direction de la Jeunesse et des Activités Socio-Educatives :

↓ OBAME -EVOUNA Gustave : du 23 octobre au 06 novembre 2006

↓ OBIANG-ENGOHANG Laurent : du 07 au 21 novembre 2006.

N.B : Les Directeurs des services concernés sont invités à assurer aux intéressés le meilleur encadrement possible durant le déroulement desdits stages.

Fait à Libreville le 1^{er} OCT. 2006
Le Directeur Central

Charles MAPOUY KEBILA
Directeur

